

Le président de la République accorde une entrevue périodique aux représentants de la presse nationale

P.02

L'Algérie met fin à la convention aérienne avec les Émirats Arabes Unis de 2014



P.02

Le Premier ministre inspecte le projet d'extension du port d'Annaba et insiste sur l'accélération de la réalisation du quai minéralier

P.06



Commerce intérieur :



À l'approche du Ramadan, des mesures exceptionnelles pour protéger le pouvoir d'achat

P.03

Algérie – Italie :



Signature d'un accord pour la reconnaissance mutuelle des permis de conduire

P.02

Hadj 2026 :



Le 19 février, dernier délai pour la finalisation des procédures organisationnelles

P.04

Annaba :
Clôture du Salon de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'économie numérique

P.06



Le président de la République accorde une entrevue périodique aux représentants de la presse nationale

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accordé une entrevue périodique aux représentants de la presse nationale, qui sera diffusée ce samedi à partir de 21h sur les chaînes de Télévision et de Radio nationales. Lors de cette entrevue, le président de la République a abordé plusieurs questions nationales, régionales et internationales. A cet égard, le président de la République a affirmé que le projet de Gara Djebilet-Tindouf-Béchar constitue “l’une des batailles menées par les grands hommes du pays”, soulignant qu’il s’agit du “point de départ d’un

projet national”. Le président de la République a également évoqué des questions liées à certains dysfonctionnements dans l’application de la Constitution, à la performance du Gouvernement et à la dynamique de développement que connaît le pays. Il a aussi évoqué des aspects liés à l’action syndicale, le dossier des points de péage sur les autoroutes et la liberté de la presse. Concernant les citoyens établis à l’étranger “ayant commis des erreurs par le passé”, le président de la République a précisé qu’ils doivent éviter de s’enfoncer en commettant d’autres erreurs” car “ils ne pourront

pas vivre à l’étranger si les services de renseignement du pays d’accueil ne sont pas satisfaits d’eux”. Le président de la République a, par ailleurs, évoqué l’importante dynamique diplomatique conduite par l’Algérie avec plusieurs pays frères et amis, ainsi que le développement de ses relations bilatérales, citant notamment les relations algéro-américaines, marquées par une “convergence entre les deux pays”. Sur le plan sportif, le président de la République a indiqué suivre avec passion les matchs de l’équipe nationale de football dont les victoires l’enthousiasment à chaque fois.



ALGÉRIE-ITALIE : Signature d’un accord pour la reconnaissance mutuelle des permis de conduire

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé le décret présidentiel n°26, en date du 26 janvier 2026, portant ratification de l’accord conclu entre l’Algérie et l’Italie relatif à la reconnaissance mutuelle des permis de conduire en vue de leur échange. Publié dans le numéro 10 du Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire, le décret précise que cet accord a été signé à Rome le 23 juillet 2025. Il vise à faciliter les procédures d’échange des permis de conduire pour les ressortissants algériens et italiens résidant dans l’un des deux pays, dans le respect des conditions fixées par les autorités compétentes. La ratification de cet accord est intervenue sur la base du rapport présenté par le ministre d’État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines, conformément aux dispositions de l’article 91, paragraphes 7 et 12, de la Constitution. Le décret présidentiel ordonne également la publication de l’accord dans le Journal officiel, afin d’assurer son entrée en vigueur et son application effective par les institutions concernées. Cet accord s’inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre l’Algérie et l’Italie, notamment dans les domaines de la mobilité, des échanges humains et de la facilitation administrative, au bénéfice des citoyens des deux pays. Coopération algéro-italienne : le président Tebboune s’entretient par téléphone avec Giorgia Meloni Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi un appel téléphonique de la



présidente du Conseil des ministres de la République italienne, Mme Giorgia Meloni, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. Selon la même source, cet échange a permis aux deux dirigeants d’évoquer l’état et les perspectives de la coopération bilatérale entre l’Algérie et l’Italie, qualifiée de pays ami, ainsi que les préparatifs liés au prochain Sommet euro-africain. Les discussions ont également porté sur la lutte contre la migration irrégulière, un dossier d’intérêt commun pour les deux pays, dans un contexte marqué par des enjeux régionaux et internationaux croissants. Par ailleurs, Mme Giorgia Meloni a évoqué sa prochaine visite officielle en Algérie, prévue après le mois de Ramadhan. Cette visite devrait constituer une étape importante dans le renforcement des relations économiques entre les deux pays, notamment à travers la création d’une Chambre de commerce algéro-italienne, une initiative proposée par la cheffe du gouvernement italien. Cet entretien téléphonique s’inscrit dans la dynamique de concertation régulière entre Alger et Rome, traduisant la volonté partagée des deux parties de consolider leur partenariat stratégique et d’élargir les domaines de coopération bilatérale.

L’Algérie met fin à la convention aérienne avec les Émirats Arabes Unis de 2014

L’Algérie a officiellement lancé aujourd’hui la procédure de dénonciation de l’accord relatif aux services aériens avec les Émirats arabes unis. Cette décision, relayée par l’agence officielle APS, met fin à une coopération structurée depuis plus d’une décennie, marquant une volonté claire de redéfinir les équilibres du ciel algérien. L’Algérie a choisi d’invoquer formellement l’article 22 de la convention signée à Abu Dhabi le 13 mai 2013, , ratifiée en Algérie par le décret présidentiel n° 14-380 du 30 décembre 2014, et publiée dans le Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire n° 04, 54^e année, du 29 janvier 2015. Ce texte, qui avait intégré le droit national, établissait un cadre juridique précis pour l’exploitation des services aériens entre les deux pays et au-delà. La procédure de résiliation, bien que radicale, suit un protocole strictement encadré par le droit international. L’Algérie doit d’abord notifier sa décision à la partie émiratie par les canaux diplomatiques officiels, un acte qui marque le point de départ d’un compte à rebours juridique. Simultanément, une notification est adressée au Secrétaire général de l’Organisation de l’aviation civile internationale (OACI) à Montréal afin d’acter la dénonciation auprès de la communauté aéronautique mondiale. Selon les dispositions contractuelles, cet accord ne s’éteint pas instantanément mais entre dans une phase de préavis de douze mois, à l’issue de laquelle les droits de trafic cessent d’exister, à moins qu’un retrait de la dénonciation n’intervienne d’un commun accord entre Alger et Abu Dhabi. L’extinction des privilèges : des libertés de l’air à la fiscalité L’annulation de l’accord relatif aux services aériens entre l’Algérie et les Émirats Arabes Unis ne se limite pas à la simple suppression des lignes de vol : elle démantèle un échafaudage complexe de droits régaliens et d’avantages économiques qui profitaient largement aux transporteurs des deux pays. Cette décision marque un tournant majeur dans la coopération bilatérale, avec des répercussions directes sur la souveraineté aérienne, la logistique, la fiscalité et la sécurité des opérations. L’accord, conclu en 2013, avait pour objectif principal de structurer et de faciliter le transport aérien entre l’Algérie et les Émirats, tout en ouvrant la possibilité de vols vers d’autres destinations. Il s’agissait d’une convention bilatérale classique, visant à garantir des échanges réguliers et sûrs pour les passagers et les marchandises. Dans le cadre de cet accord, les compagnies aériennes désignées par chaque État bénéficiaient de droits spécifiques : survoler le territoire de l’autre partie, effectuer des escales pour ravitaillement ou pour le transport de passagers et de marchandises, et exploiter librement des lignes aériennes définies. Ces dispositions leur permettaient de planifier des vols sans limitation stricte sur le nombre de rotations

ou la capacité des avions, tout en respectant les normes de sécurité et de réglementation en vigueur. Fiscalité : que comprenait cet accord ? L’accord prévoyait également des facilités économiques significatives. Les exemptions douanières et fiscales concernaient le carburant, les pièces de rechange, les huiles lubrifiantes, le matériel destiné aux passagers et les provisions de bord. Ces mesures réduisaient les coûts opérationnels et fluidifiaient le transport aérien, tout en permettant un transfert sécurisé des recettes en devises vers les sièges sociaux des compagnies émiraties. La fin de la convention entraîne la révocation des « libertés de l’air » accordées réciproquement. Concrètement, les compagnies émiraties perdent le droit fondamental de survol et le droit d’escale technique sur le territoire algérien. Les droits de troisième et quatrième libertés, qui permettent d’embarquer des passagers et du fret entre les deux pays, perdent leur base légale, et la désignation des compagnies telles qu’établie dans l’accord devient caduque. L’Algérie peut désormais ne plus reconnaître Emirates ou Etihad comme transporteurs autorisés sur son sol, ce qui oblige les compagnies du Golfe à revoir leurs trajectoires, notamment pour les vols vers l’Afrique de l’Ouest. Fin de la convention entraîne : les conséquences économiques Le démantèlement des avantages fiscaux et douaniers constitue un autre impact majeur. Chaque escale devient désormais soumise au régime fiscal de droit commun, renchérissant considérablement le coût des vols. Les facilités de transfert des recettes, auparavant garanties par l’accord, ne sont plus assurées, ce qui affecte directement la rentabilité des opérations. Sur le plan administratif, l’annulation de l’accord remet en cause la reconnaissance mutuelle des certificats de navigabilité et des licences des membres d’équipage. Les autorisations pour les compagnies d’entretenir des bureaux commerciaux et du personnel expatrié sur le territoire national se trouvent désormais sans fondement juridique. L’accord incluait également des obligations strictes en matière de sécurité et de sûreté aérienne. Les deux États s’étaient engagés à contrôler le respect des normes minimales pour les aéronefs, les infrastructures aéroportuaires et le personnel navigant, avec des protocoles visant à prévenir tout acte illicite ou incident mettant en danger passagers et biens. Sa disparition oblige désormais les autorités à réévaluer les standards de supervision et de coordination. En somme, l’annulation de cet accord n’est pas un simple retrait contractuel : elle redéfinit les équilibres économiques, juridiques et opérationnels du transport aérien entre l’Algérie et les Émirats Arabes Unis, marquant une rupture majeure dans la coopération bilatérale et dans la stratégie aérienne régionale.

 <p>Quotidien indépendant d'informations générales times</p> <p>Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba</p>	<p>Directeur general : Bicha salim</p> <p>Directeur de la publication : Nouredine Boukraa</p> <p>Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine</p> <p>Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37</p> <p>Email: redactionseybouse@gmail.com</p>	<p>P.A.O SEYBOUSE Times</p> <p>Site web: www.seybousestimes.dz</p> <p>Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz</p> <p>Facebook : SEYBOUSE TIMES</p> <p>Impression : SIE Constantine</p> <p>Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine</p>	<p>Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER</p> <p>TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81</p> <p>FAX : 021 73 95 59</p> <p>Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.</p>	<p>Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.</p> <p>Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction</p>
--	--	---	---	---

À l'approche du Ramadan 2026 : Des mesures exceptionnelles pour protéger le pouvoir d'achat

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché, Amel Abdelatif, a annoncé récemment une série de réductions spéciales à l'occasion du mois sacré de Ramadan. Cette initiative vise à alléger la charge financière des familles et à préserver le pouvoir d'achat des citoyens durant cette période de forte consommation. Les réductions concernent principalement certains produits de grande consommation, largement utilisés par les ménages. Bien que la ministre n'ait pas encore publié la liste complète des articles concernés, l'accent semble

mis sur les produits alimentaires de base et ceux traditionnellement recherchés durant le Ramadan, tels que les céréales, les huiles, le sucre et certains produits laitiers.

Des produits ciblés pour soutenir les familles
Cette mesure vise à répondre à un double objectif : soutenir les familles qui voient souvent leurs dépenses augmenter pendant le mois sacré, et stabiliser le marché en évitant des hausses de prix excessives. Les autorités espèrent ainsi limiter les tensions sur le budget des ménages tout en assurant une disponibilité suffisante des produits dans les

commerces. Selon la ministre Amel Abdelatif, ces réductions s'inscrivent dans une politique plus large de préservation du pouvoir d'achat des citoyens, particulièrement sensible durant le Ramadan. Les consommateurs pourront ainsi profiter de prix avantageux sur certains produits stratégiques, ce qui devrait encourager une consommation plus équilibrée et permettre de mieux gérer le budget familial sur l'ensemble du mois.

Une mesure qui s'inscrit dans le cadre de la régulation du marché
La ministre a également rappelé



que ces réductions font partie des efforts continus du gouvernement pour contrôler les prix et réguler le marché, surtout à des périodes où la demande augmente fortement. Les autorités prévoient un suivi rapproché afin de s'assurer que les commerçants respectent ces baisses de prix et que l'impact sur les ménages soit réel et tangible.

Cette initiative reflète la volonté des pouvoirs publics de combiner soutien social et stabilité économique, en particulier dans un contexte où l'inflation et la hausse des prix peuvent peser sur le budget des familles. En conclusion, ces réductions spéciales pour le Ramadan 2026 constituent une mesure bienvenue pour les ménages algériens. Elles devraient permettre à chacun de mieux gérer ses dépenses et de célébrer le mois sacré dans de meilleures conditions, tout en assurant un équilibre entre la demande des consommateurs et la régulation du marché.

Retraite anticipée : L'État ouvre les candidatures pour certains employés de l'éducation

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé récemment l'ouverture exceptionnelle des demandes de retraite anticipée pour certains fonctionnaires appartenant à des corps spécifiques. Cette mesure, qui s'inscrit dans le cadre du nouveau décret exécutif et des lois en vigueur, permet à certains employés de partir à la retraite avant l'âge légal. Selon le communiqué officiel du ministère, cette opportunité est soumise à des critères précis. Pour les hommes, il est nécessaire d'avoir atteint 57 ans au plus tard le 31 août 2026. Pour les femmes, l'âge requis est de 52 ans à la même date. En outre, seuls les employés



appartenant à des corps spécifiques légalement définis sont éligibles.

Fonctionnaires : Une opportunité exceptionnelle de partir à la retraite avant l'âge légal

Le ministère a précisé que la période de dépôt des dossiers serait ouverte du 8 février 2026 au 15 mars 2026. Passé ce délai, aucune demande ne sera acceptée, insistant sur le caractère strictement encadré de cette procédure. Cette annonce

vise à offrir une solution flexible aux agents souhaitant anticiper leur départ à la retraite, tout en respectant les règles et conditions prévues par la législation. Cette mesure exceptionnelle répond à plusieurs objectifs. D'abord, elle permet aux fonctionnaires qui ont atteint un certain âge et qui appartiennent à des corps précis de bénéficier d'une transition anticipée vers la retraite. Ensuite, elle contribue à la gestion des effectifs au sein de l'administration, en libérant des postes pour de nouvelles recrues et en facilitant la mobilité interne. Pour les agents intéressés, il est conseillé de préparer soigneusement leur dossier et de

le déposer dans les délais impartis. Le ministère rappelle que tous les dossiers doivent respecter les critères d'éligibilité et que toute demande déposée après le 15 mars ne pourra être prise en compte. Cette règle stricte vise à assurer une procédure transparente et équitable pour tous les candidats.

Algérie : Départ anticipé à la retraite pour certains employés, attention aux délais

Cette initiative s'inscrit également dans le cadre des réformes plus larges du système de retraite en Algérie, qui visent à moderniser et adapter les règles aux réalités démographiques et professionnelles actuelles. En

permettant un départ anticipé sous conditions, le ministère offre une flexibilité appréciable aux employés concernés, tout en respectant les contraintes budgétaires et organisationnelles. En conclusion, cette annonce du ministère de l'Éducation nationale constitue une opportunité importante pour certains fonctionnaires de planifier leur retraite de manière anticipée. Elle rappelle par ailleurs l'importance de suivre de près les dates et les conditions officielles afin de ne pas manquer cette chance unique. Pour ceux qui remplissent les critères, il s'agit d'un moment décisif pour préparer leur avenir et organiser leur transition vers la retraite.

Elle cible les retraités : La police alerte contre une arnaque financière inédite

Un récent coup de filet des services de la Sûreté de Wilaya de Jijel met en lumière une méthode de vol particulièrement insidieuse. Un individu a été écroué pour avoir détourné les économies de personnes âgées en simulant un geste d'entraide devant des distributeurs automatiques (GAB). C'est une affaire qui doit appeler à la plus grande vigilance dans toutes les villes d'Algérie. Les éléments de la 1ère Sûreté Urbaine de Jijel ont mis fin aux agissements d'un individu de 34 ans spécialisé dans le vol par ruse. Sa cible privilégiée ? Les retraités et les personnes âgées peinant à manipuler les guichets automatiques.

Le « piège de la solidarité» : Comment procèdent les malfaiteurs ?

L'enquête a révélé un mode opératoire particulièrement bien rodé qui débute par une phase de repérage durant laquelle le suspect surveille les distributeurs extérieurs, attendant patiemment qu'une personne âgée manifeste une hésitation face à l'écran.

Sous couvert d'une politesse trompeuse, il aborde alors sa victime pour lui proposer son aide, mais profite en réalité de sa confusion pour naviguer rapidement dans le menu et effectuer un virement direct vers son propre compte plutôt qu'un simple retrait.

Une fois le détournement opéré, l'escroc disparaît prestement après avoir rendu la carte en prétextant un bug technique ou en remettant une somme incomplète, laissant la victime sans défense face à un compte vidé.

Présenté devant le procureur de la République, le mis en cause a été jugé en comparution immédiate. La justice a retenu la circonstance aggravante de « vol facilité par la vulnérabilité de la victime liée à son âge ». L'individu a été placé sous mandat de dépôt.

Cette affaire n'est pas seulement un fait divers, c'est un avertissement. La numérisation des services bancaires est un progrès, mais elle crée aussi des failles que les escrocs exploitent sans scrupules.

Comment se protéger ?



Pour éviter que ce scénario ne se répète, voici les règles d'or à connaître :
• Ne jamais accepter l'aide d'un inconnu devant un distributeur

• Privilégier les retraits à l'intérieur des agences pendant les heures d'ouverture.
• Masquer systématiquement le code secret, mais aussi rester

attentif aux manipulations effectuées sur l'écran par un tiers.
• Signaler tout comportement suspect aux agents de sécurité ou aux services de police.

RAMADHAN

Les ministères du Commerce et de l’Environnement lancent une campagne nationale de rationalisation de la consommation

Les ministères du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national et de l’Environnement et de la Qualité de la vie ont lancé, samedi à Alger, une campagne nationale de rationalisation de la consommation et de réduction du gaspillage alimentaire, en vue de sensibiliser les citoyens à une consommation responsable. Le coup d’envoi de cette campagne nationale a été donné, à partir de la Place de la Grande poste à Alger, par la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, et la ministre de l’Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, en présence de la ministre de la Solidarité nationale,

de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, d’acteurs institutionnels et de représentants de la société civile. Cette campagne, prévue jusqu’à la fin du mois sacré, vise à sensibiliser les citoyens à l’importance d’une consommation responsable pour protéger les ressources alimentaires, préserver le pouvoir d’achat, réduire le gaspillage et limiter l’impact environnemental des déchets. Dans une déclaration à la presse, Mme Abdellatif a souligné l’importance de cette campagne de sensibilisation, placée sous les slogans “L’abondance est là, rationalisons notre consommation” et “Le Ramadhan est un mois sacré,

ne le transformons pas en une course au gaspillage”, appelant à une consommation responsable qui reflète les valeurs de modération et de solidarité incarnées par le mois sacré. Krikou a, elle aussi, souligné l’importance de cette campagne de sensibilisation dans la rationalisation de la consommation et la réduction des déchets ménagers, appelant les différents acteurs à conjuguer leurs efforts pour ancrer des comportements écoresponsables chez les citoyens. Elle a indiqué que le secteur de l’environnement adhère pleinement à cette initiative, à travers le soutien à la valorisation des déchets ménagers et



à leur exploitation dans la production de produits commercialisables, l’appui aux acteurs opérant dans le domaine du recyclage, la promotion de l’éducation environnementale auprès des enfants et l’encouragement de la participation de la société civile aux efforts de sensibilisation, et ce, en vue de contribuer à la protection

de l’environnement, de soutenir l’économie circulaire et de réaliser le développement durable. Par ailleurs, la délégation ministérielle a visité sur place les stands de la Direction du commerce de la wilaya d’Alger, de l’Agence nationale des déchets (AND), du Conservatoire national des formations à l’environnement et d’associations de sensibilisation commerciales et environnementales, où des ateliers sont organisés pour sensibiliser les citoyens à l’importance de la réduction des déchets à la source, tout en vulgarisant les mécanismes de tri sélectif, afin de promouvoir les pratiques écoresponsables durant le mois sacré.

Lancement d’une campagne nationale pour rationaliser la consommation avant et pendant le Ramadhan



Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a lancé depuis janvier dernier une campagne nationale pour rationaliser la consommation avant et pendant le mois de Ramadhan, afin de consacrer la culture de la consommation responsable, a indiqué vendredi un communiqué du ministère. Cette campagne, placée sous le thème “Rationaliser la consommation est la responsabilité de chacun pour une vie meilleure”, a été lancée “conformément aux instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, et vise à intensifier les campagnes de sensibilisation pour consacrer la culture de rationalisation de la consommation avant et pendant le mois sacré du Ramadhan”, précise le communiqué. A cet égard, “les Directions de l’Action Sociale (DAS) des wilayas ont lancé cette vaste campagne nationale de sensibilisation depuis le 15 janvier dernier”, selon la même source. Cette opération s’inscrit “dans le cadre des missions du secteur de la Solidarité nationale pour l’organisation de campagnes de sensibilisation en lien avec les préoccupations du citoyen, et contribue ainsi aux efforts nationaux visant à consacrer la culture de la consommation responsable, notamment en ce qui concerne les produits de large consommation, particulièrement durant cette période où les familles algériennes sont en pleins préparatifs pour accueillir le mois sacré”, a

ajouté le communiqué. Dans ce contexte, les services des cellules de proximité de solidarité à travers le pays (plus de 300 cellules) ont entamé des campagnes intensives touchant les marchés populaires, les grandes surfaces commerciales et les espaces de shopping, ainsi que les places publiques et autres lieux de grande affluence. Pour l’exécution de cette campagne, les cellules de proximité ont misé sur leur longue expérience en matière de sensibilisation et sur leur proximité avec les familles, en utilisant des mécanismes de communication sociale modernes alliant action de proximité directe et supports de sensibilisation interactifs. A ce titre, “ces services ont travaillé en coordination avec les acteurs locaux et les composantes de la société civile, en privilégiant le contact direct avec le citoyen pour garantir une transmission efficace et claire des messages de sensibilisation”, selon la même source. Cette campagne de sensibilisation qui se poursuivra jusqu’à la fin du mois de Ramadhan, met l’accent sur “l’orientation du citoyen vers la consommation rationnelle en se procurant les produits nécessaires selon les besoins réels du foyer, sans excès, en soulignant la disponibilité des produits de base sur le marché et la nécessité d’éviter les habitudes de consommation irresponsables tels que le stockage et le gaspillage, qui nuisent à l’équilibre financier des foyers et à la stabilité générale du marché”, note le communiqué.

ALGÉRIE POSTE Mise en place d’un dispositif exceptionnel à l’occasion du mois de Ramadhan

Algérie Poste a annoncé, mardi dans un communiqué, la mise en place d’un dispositif exceptionnel visant à assurer la continuité, la qualité et la fluidité des services postaux et financiers à travers l’ensemble du territoire national, à l’occasion du mois de Ramadhan. En coordination avec les organismes et établissements concernés, “des mesures proactives et organisationnelles ont été prises pour garantir la disponibilité des liquidités avant, pendant et après le mois de Ramadhan, compte tenu de la hausse de la demande durant cette période et de sa sensibilité socioéconomique”, précise le communiqué. Algérie Poste met également à la disposition de ses clients 2.595 distributeurs automatiques de billets (DAB) à travers les différentes wilayas du pays, avec “l’adoption d’un système de contrôle continu et d’intervention technique immédiate pour garantir le fonctionnement de ces appareils et la continuité du service de retrait”. La Direction générale d’Algérie Poste avait “donné des instructions claires et



fermes appelant l’ensemble des cadres et des employés à mobiliser toutes les énergies et à renforcer l’organisation et la bonne gestion, afin de garantir un service public de qualité, accessible et répondant aux attentes des clients durant le mois sacré”, a rappelé le communiqué, faisant état du “lancement d’opérations de nettoyage, d’aménagement et de maintenance au niveau de 4.407 bureaux de poste pour accueillir les clients dans les meilleures conditions”.

HADJ 2026 Le 19 février, dernier délai pour la finalisation des procédures organisationnelles

L’Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a indiqué, jeudi dans un communiqué, que la date du 19 février 2026 a été fixée comme dernier délai pour la finalisation de toutes les procédures administratives, sanitaires et financières pour l’ensemble des citoyens concernés par l’accomplissement du hadj au titre de la saison 1447/2026. A cet égard, l’Office invite les personnes concernées à “se rapprocher rapidement

des services compétents pour finaliser les procédures dans les délais impartis et éviter ainsi de perdre l’opportunité d’accomplir le pèlerinage”. “De plus amples informations sont disponibles sur les comptes officiels de l’ONPO, dont les portes restent ouvertes pour répondre aux préoccupations et aux interrogations des personnes concernées par l’accomplissement du pèlerinage”, précise le communiqué.

Tosyali enclenche le chantier d'une nouvelle usine : Le minerai de Gara Djebilet au centre du projet

A Bethioua, à l'est d'Oran, le complexe sidérurgique Tosyali s'apprête à franchir une étape structurante dans la valorisation du minerai de fer de Gara Djebilet. En s'engageant dans la réalisation d'une usine de traitement primaire, en partenariat avec le groupe public Sonarem, l'industriel inscrit le gisement du Sud-Ouest dans une logique industrielle complète, pensée sur le long terme. Cette initiative, annoncée dans un communiqué officiel du complexe, intervient dans un contexte hautement symbolique. L'arrivée des premières cargaisons de minerai issues de la mine de Gara Djebilet, destinées à alimenter les installations de Tosyali. Une séquence suivie de près par les plus

hautes autorités de l'État, signe de l'importance stratégique accordée à ce projet.

Minerai de fer de Gara Djebilet: Une usine de traitement primaire au cœur du dispositif industriel

Selon les précisions communiquées par Tosyali, l'usine de traitement primaire du minerai de fer de Gara Djebilet sera lancée au cours de l'année en cours. Implantée à Bethioua, elle affichera une capacité de production annuelle estimée à 4 millions de tonnes, un volume qui traduit l'ambition industrielle du projet.

Le schéma retenu repose sur une infrastructure intégrée, articulée autour de trois unités complémentaires :

•Une unité d'enrichissement du

minerai de fer, destinée à améliorer sa qualité avant transformation

•Une unité de production de chaux, indispensable aux procédés métallurgiques

•Une unité dédiée à la fabrication d'acide sulfurique, utilisée notamment dans les opérations de traitement

L'ensemble vise à assurer un traitement en amont du minerai, réduisant la dépendance à des étapes externes et renforçant la cohérence de la chaîne de valeur sidérurgique.

Usine de traitement primaire Tosyali – Soranem :

Un calendrier étalé jusqu'en 2028, sous supervision étatique

Le projet prévoit de finaliser cette usine en décembre 2028, selon le calendrier communiqué. Un



horizon qui s'inscrit dans la durée, à l'image des projets industriels lourds liés aux ressources minières. Sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a supervisé la cérémonie d'arrivée et de déchargement des premières cargaisons de minerai de fer de Gara Djebilet, au cours de laquelle le complexe a annoncé le projet. Une présence officielle qui souligne la

dimension stratégique du projet, à la croisée des enjeux miniers, industriels et économiques.

Un partenariat Tosyali-Sonarem formalisé par une nouvelle entité

Pour porter ce chantier, Tosyali et la Société nationale de recherche et d'exploitation minière (Sonarem) ont opté pour une structure dédiée. Une société à responsabilité limitée a ainsi été créée au début de l'année en cours. Spécifiquement chargée de la réalisation du projet. Ce montage traduit la volonté d'inscrire le développement du minerai de fer de Gara Djebilet dans un cadre partenarial clair. Associant un acteur industriel privé déjà implanté et un groupe public au cœur de la stratégie minière nationale.

AAPI :

Plus de 19.000 projets déclarés, pour une valeur totale de 61 milliards de dollars

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré, depuis son entrée en activité en novembre 2022 plus de 19.000 projets déclarés, pour une valeur totale de 8.242 milliards de DA (61 milliards de dollars), a indiqué mardi son Directeur général, M. Omar Rekkache. Lors d'une Journée d'information, organisée par l'Agence Algérie Presse Service (APS) et l'AAPI, sur le rôle des médias nationaux dans la promotion de l'investissement

et le renforcement de l'attractivité de l'économie nationale, M. Rekkache a précisé que le nombre de projets enregistrés via les guichets uniques décentralisés et le guichet unique des grands projets et des investissements étrangers, entre le 1er novembre 2022 (date de l'entrée en activité de l'Agence) et le 21 décembre 2025, s'élève à 19.045 projets déclarés, pour une valeur totale de 8.242 milliards de DA, lesquels devraient créer plus de 470.000 emplois.

Ce bilan, a-t-il dit, "témoigne

de la confiance des opérateurs économiques nationaux et étrangers dans les profondes réformes initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en matière d'investissement, et montre que l'Algérie est ouverte aux projets productifs dans divers secteurs, à travers toutes les wilayas, au service d'un développement régional équilibré et de la création d'emplois, auxquels le président de la République accorde une attention particulière".



L'Algérie est capable de jouer un rôle moteur pour renforcer l'intégration économique régionale

Le gouverneur par intérim de la Banque d'Algérie, M. Mouatasssem Boudiaf, a affirmé, jeudi à Alger, que l'Algérie est capable de jouer un rôle moteur à l'échelle continentale pour promouvoir l'intégration économique régionale, dans plusieurs domaines, soulignant la nécessité de renforcer la coopération internationale multilatérale pour la réalisation du développement commun.

Dans son allocution à l'ouverture de la conférence de haut niveau organisée par la Banque d'Algérie et le Fonds monétaire international (FMI), sous le thème "Afrique du Nord: relier les continents, créer des opportunités", M. Boudiaf a indiqué que "l'Algérie, de par sa position stratégique, au cœur de l'Afrique du Nord, est capable de jouer un rôle moteur pour renforcer l'intégration régionale, non seulement dans le domaine de l'énergie, mais aussi dans le commerce transfrontalier et l'investissement".

Il a, à cet égard, souligné que "les potentialités énormes dont



dispose le pays, notamment en tant que fournisseur principal d'énergie pour l'Europe, ainsi que ses importantes infrastructures, lui permettent de renforcer son intégration dans les chaînes de valeur internationales et dans plusieurs domaines".

Le gouverneur par intérim de la Banque d'Algérie a également exprimé "la pleine disponibilité des institutions algériennes à traduire cette vision en résultats

concrets, sous les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Pour la réalisation de l'intégration régionale entre les différentes économies de la région, il est impératif, a-t-il dit, de renforcer la coopération et les investissements, notamment en matière d'infrastructures en adaptant les stratégies, mettant en avant le rôle de la région de l'Afrique du Nord dans cette

démarche au regard de sa position stratégique.

Dans le même contexte, il a mis en avant "le rôle stratégique" de la région, en tant que fournisseur d'énergie, ce qui la qualifie pour devenir "un centre des énergies renouvelables, de raccordement électrique transfrontalier et d'exportation d'hydrogène vert, ce qui permettra un plus large accès à l'électricité en Afrique subsaharienne".

Cette rencontre, qui étend sur une journée, vise à explorer les défis et les opportunités liés à l'approfondissement de l'intégration régionale, en mettant en lumière les priorités des politiques visant à renforcer la coopération économique commune.

La conférence prévoit plusieurs séances de débat animées par des experts et intervenants dans ce domaine, portant sur plusieurs thèmes tels que l'intégration économique régionale, les domaines de coopération au sein des chaînes de valeur mondiales et le rôle du secteur de l'énergie pour consolider les liens économiques, soutenir les marchés et relever les défis régionaux.

La conférence abordera également les mécanismes de soutien des institutions financières à l'intégration économique à travers le financement ciblé et l'investissement dans des projets stratégiques, contribuant ainsi à l'accélération du développement et au renforcement de la croissance commune dans la région.

Le Premier ministre Sifi Ghrieb inspecte le projet d’extension du port d’Annaba et insiste sur l’accélération de la réalisation du quai minéralier

S.F

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a effectué, hier samedi 07 février 2026, une visite de travail et d’inspection dans la wilaya d’Annaba, consacrée au suivi de l’état d’avancement du projet d’extension du port d’Annaba, notamment la réalisation du quai minéralier, inscrit dans le cadre du projet intégré du phosphate. Le Premier ministre était accompagné, lors de cette visite, du ministre d’État, ministre de l’Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, M. Mohamed Arkab, du ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, du ministre de l’Industrie, M. Yahia Bechir, ainsi que du ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, M. Abdelmalek Tacherift.

Cette visite s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatives à l’accélération du rythme de réalisation du quai minéralier dans le cadre du projet d’extension du port d’Annaba. Le chef de l’État a insisté sur l’achèvement du projet avant



la fin de l’année 2026, compte tenu de son caractère stratégique et de son importance dans la diversification de l’économie nationale et la réduction progressive de la dépendance aux hydrocarbures. À cette occasion, le Premier ministre a reçu un exposé technique détaillé sur l’état d’avancement des travaux, portant sur les différentes phases de réalisation, les délais contractuels ainsi que les mesures prises pour garantir la conformité du projet aux normes techniques en vigueur. Dans ce contexte, le Premier ministre a émis des instructions aux différentes entreprises intervenant dans la réalisation du projet, soulignant la nécessité

du strict respect des délais d’exécution, du cahier des charges et de la mobilisation de toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires, afin d’assurer la livraison du quai minéralier dans les délais impartis et conformément aux normes de qualité et de sécurité requises. Le quai minéralier en cours de réalisation sera destiné à la réception et au traitement d’environ 10 millions de tonnes par an de phosphate et de produits phosphatés, qui seront acheminés via la ligne minière ferroviaire de l’Est, dans le cadre d’un système logistique intégré reliant les sites de production aux infrastructures d’exportation. Par ailleurs, le raccordement de



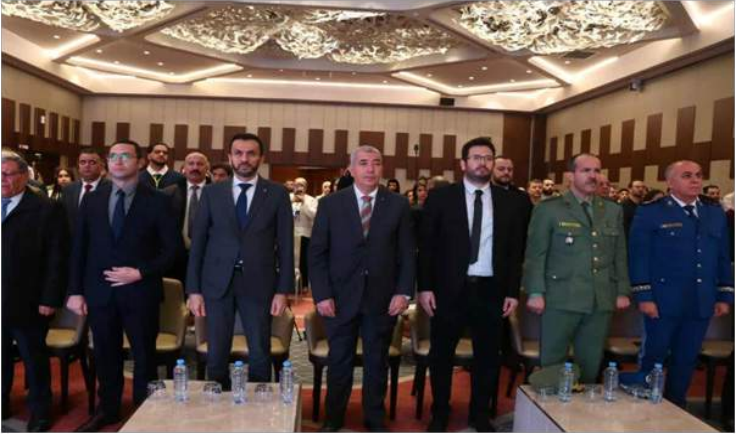
la mine de phosphate d’Oued El Hedba, dans la wilaya de Tébessa, au port d’Annaba par une ligne ferroviaire moderne à double voie, devrait permettre de réduire les coûts de transport à l’exportation, d’améliorer la rentabilité de la filière nationale du phosphate et de renforcer la compétitivité du produit algérien sur les marchés internationaux. Ce projet revêt une importance stratégique majeure, puisqu’il s’inscrit dans les efforts visant à soutenir la filière nationale du phosphate et à renforcer les capacités du port d’Annaba à accueillir des navires de grande capacité destinés au transport du phosphate et de ses dérivés vers les marchés extérieurs. Le projet comprend notamment

la réalisation d’une plateforme de base, l’extension de la digue principale du port sur une distance de 1 400 mètres, la construction d’un quai minéralier d’une profondeur de 16 mètres et d’une longueur de 1 600 mètres, ainsi que l’aménagement d’aires arrière d’une superficie de 82 hectares, en plus des travaux de dragage du bassin portuaire. Cette infrastructure structurante devrait contribuer au renforcement des infrastructures nationales, au soutien de l’économie nationale, à la création d’emplois directs et indirects et à la dynamisation de l’activité économique dans la région Est du pays, conformément aux orientations des hautes autorités de l’État

Clôture du Salon de l’entrepreneuriat, de la formation et de l’économie numérique à Annaba

S.F

Le ministre de l’Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a présidé, samedi 07 février 2026, la cérémonie de clôture du Salon de l’entrepreneuriat, de la formation et de l’économie numérique, organisé à l’hôtel Sheraton d’Annaba par la société Galaticom, en présence du secrétaire général de la wilaya, représentant le wali d’Annaba, Abdelkrim Lamouri, ainsi que d’un important parterre de responsables et d’acteurs institutionnels. La cérémonie s’est déroulée en présence de représentants du président de l’Assemblée populaire de wilaya, de membres de la commission sécuritaire, de parlementaires des deux chambres, d’un représentant de la direction des douanes, d’un membre du Conseil supérieur de la jeunesse, de représentants de la famille révolutionnaire, des directeurs de l’exécutif local ainsi que du recteur de



l’Université d’Annaba. Placée sous le haut patronage du ministère de l’Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, du ministère de la Formation et de l’Enseignement professionnels, du Haut-Commissariat à la numérisation et du wali de la wilaya d’Annaba, cette manifestation a constitué un espace d’échanges et de rencontres entre les différents acteurs de l’écosystème entrepreneurial et technologique. Le salon a connu la participation de plus de 100 exposants, représentant des start-

up, de grandes entreprises technologiques, ainsi que des institutions financières et des organismes de formation. Cette diversité a offert aux participants une opportunité privilégiée pour développer des relations professionnelles solides et favoriser l’intégration de solutions innovantes dans le tissu économique national. L’événement a également permis aux micro-entreprises de se rapprocher des opérateurs économiques en vue de conclure des partenariats concrets et durables. Cette édition a enregistré une

affluence record, avec plus de 15000 visiteurs venus découvrir des solutions intelligentes dédiées à la transformation numérique de plusieurs secteurs stratégiques, notamment la santé, l’éducation et l’agriculture. Le salon s’est achevé par la signature de plusieurs accords stratégiques visant à soutenir l’entrepreneuriat et l’innovation, notamment une convention entre la société IDC BONA et le Centre d’innovation d’Annaba, ainsi qu’un accord entre la Direction des services agricoles de la wilaya et le même centre. Des rencontres d’affaires B2B ont également été organisées afin de renforcer les opportunités de collaboration entre les différents acteurs économiques. Par ailleurs, l’événement a été marqué par l’organisation de compétitions interactives, dont le concours « Pitch & Link » dédié aux projets innovants et aux start-up, ainsi que la compétition « Human vs AI – Content Battle », qui a mis en valeur les compétences professionnelles et les capacités créatives des

participants. Cette manifestation a constitué une plateforme importante pour renforcer l’interaction entre les acteurs de la technologie, de l’entrepreneuriat et des secteurs économiques stratégiques. Elle a également confirmé son rôle en tant qu’espace de promotion de l’innovation et de la transformation numérique, en adéquation avec la vision économique moderne de l’Algérie. La dimension internationale de cette édition s’est illustrée par la participation d’experts et de spécialistes venus d’Algérie, du Royaume-Uni et de Tunisie. Ces derniers ont partagé leurs expériences et présenté des approches technologiques avancées lors de conférences et d’ateliers scientifiques, qui ont suscité un vif intérêt auprès des jeunes, des innovateurs et des porteurs de projets, favorisant ainsi le transfert de connaissances et l’échange d’expertises selon les tendances technologiques actuelles.

ANNABA / DASS

Lancement de la campagne nationale de sensibilisation contre les drogues et les substances psychotropes

Imen.B

Dans le cadre de la vaste campagne nationale de sensibilisation lancée par le ministère de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, à travers l'agence de développement social, une vaste opération de prévention et de sensibilisation aux dangers des drogues et des substances psychotropes est organisée à travers le territoire national, au profit des jeunes et des enfants. Placée sous le slogan «Unissons-nous tous pour protéger nos enfants»,

cette campagne s'étend du 02 au 09 février 2026, avec pour objectif principal de renforcer la conscience collective quant aux risques sanitaires, sociaux et psychologiques liés à la consommation de drogues et de substances addictives. La wilaya d'Annaba a donné le coup d'envoi de cette campagne, mercredi passé, sous la supervision du directeur de l'action sociale et de la solidarité de la wilaya d'Annaba, Sari Abdelhamid, accompagné du directeur du bureau régional de l'agence de développement social. À cette occasion, il a été procédé



au lancement de la campagne wilayale de proximité, qui se déroulera sur une durée de huit (08) jours, à travers différentes communes et cités de la wilaya,

afin de toucher le plus large public possible, en particulier les catégories vulnérables. Cette action de terrain est menée avec la participation et la

contribution de plusieurs acteurs institutionnels et associatifs, notamment les cellules de proximité de solidarité relevant de l'agence de développement social, les membres du bureau du centre ouvert de la direction de l'action sociale et de la solidarité, la brigade de protection des mineurs de la gendarmerie nationale, la brigade de protection des personnes vulnérables de la sûreté nationale, la direction des affaires religieuses et des Wakfs ainsi que les acteurs de la société civile.

ANNABA / SEISMEX-26

Simulation d'un séisme de magnitude 6,7 supposé survenir à Bouira : Mobilisation nationale des équipes de secours

Imen.B

Dans le cadre de la manœuvre nationale SEISMEX 26, les autorités compétentes ont procédé à une simulation grandeur nature d'un séisme d'une magnitude de 6,7 degrés sur l'échelle de Richter, supposé survenir dans la wilaya de Bouira. Cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités de prévention, de préparation et de réaction face aux catastrophes naturelles majeures, notamment les tremblements de terre. À cet effet, une large mobilisation des moyens humains et matériels a été enregistrée à travers plusieurs wilayas du pays. La manœuvre vise à tester les mécanismes de coordination intersectorielle, la rapidité d'intervention ainsi que l'efficacité des dispositifs



de secours et d'assistance aux populations sinistrées. Dans ce contexte, la brigade de soutien et d'intervention de première urgence de la wilaya d'Annaba a été mobilisée pour prendre part à cette manœuvre nationale.



Les équipes concernées ont procédé au rassemblement, à l'organisation et au départ du convoi d'intervention, conformément aux protocoles opérationnels en vigueur, en vue de rejoindre la zone sinistrée

simulée. Cette participation témoigne de l'engagement des services concernés à contribuer activement aux efforts nationaux de gestion des risques majeurs, tout en renforçant l'expérience des agents sur le terrain à

travers des scénarios réalistes et complexes. Objectifs de la manœuvre SEISMEX 26 notamment évaluer la réactivité des équipes d'intervention face à un séisme de grande ampleur, tester la coordination entre les différentes structures locales et nationales, améliorer la prise en charge des victimes et la gestion des situations d'urgence Renforcer la culture de prévention et de préparation aux catastrophes naturelles. La manœuvre SEISMEX 26 constitue ainsi une étape importante dans la stratégie nationale de prévention des risques et de protection des citoyens, en vue d'assurer une réponse efficace et coordonnée en cas de catastrophe réelle.

ANNABA / CHETAÏBI

Opération de curage des avaloirs des eaux pluviales sur la façade maritime

Imen.B

Dans le cadre des actions préventives visant à améliorer la gestion des eaux pluviales et à éviter l'obstruction des réseaux d'assainissement, les services de la commune de Chetaïbi ont procédé, hier, à une opération de contrôle des avaloirs des eaux de pluie situés le long de la façade maritime de la commune. Cette intervention s'inscrit dans une démarche de prévention des risques liés aux intempéries, notamment les inondations et les engorgements des canalisations,

susceptibles de perturber la circulation et de porter atteinte à la sécurité des citoyens ainsi qu'à la salubrité de l'environnement urbain. Les opérations de contrôle menées sur le terrain ont permis d'identifier les avaloirs obstrués nécessitant une intervention, de vérifier le bon fonctionnement des canaux d'évacuation des eaux pluviales, de programmer, le cas échéant, des actions de nettoyage et de maintenance, et d'assurer une meilleure fluidité dans l'écoulement des eaux de pluie, notamment en période de fortes précipitations. À travers cette action, les services

municipaux réaffirment leur engagement à anticiper les désagréments liés aux conditions climatiques, à préserver le cadre de vie des citoyens et à garantir une meilleure protection des infrastructures publiques, en particulier dans les zones sensibles telles que la façade maritime. Ces opérations de contrôle et d'entretien se poursuivront dans les prochains jours au niveau des différentes cités de la commune, dans le cadre d'un programme global de prévention et d'amélioration du réseau d'assainissement.



Annaba lance une initiative citoyenne pour réconcilier la ville avec la lecture

Sara Boueche

La commune d’Annaba vient d’engager une initiative culturelle innovante visant à replacer la lecture au cœur de l’espace public. À travers la création de coins de lecture dans les grands fast-foods et cafés de la ville, les autorités locales entendent transformer ces lieux de détente en espaces de savoir, accessibles à tous. Portée par la commune en collaboration avec les acteurs du secteur commercial, cette démarche s’inscrit dans une vision de démocratisation culturelle, fondée sur la conviction que “Celui qui cesse de lire une heure retarde de plusieurs siècles”. L’objectif est clair : rapprocher



le livre du citoyen dans son quotidien, sans attendre qu’il se rende exclusivement dans les bibliothèques ou institutions spécialisées. Selon le vice-président de l’Assemblée populaire communale chargé de la

culture, du sport et du tourisme, Abdelmadjid Bourouis, cette initiative vise avant tout à encourager les habitants à renouer avec la lecture tout en valorisant les espaces de loisirs comme lieux d’apprentissage. “Il s’agit de faire du café et

du fast-food non seulement un espace de consommation, mais aussi un espace de culture et de connaissance”, a-t-il souligné. Concrètement, chaque établissement partenaire se voit doté d’un coin aménagé pour la lecture, comprenant livres, revues et supports variés adaptés à différents publics. Ces espaces invitent les clients à feuilleter, découvrir et lire dans une atmosphère conviviale, sans contrainte, favorisant ainsi une relation naturelle avec le livre. Jusqu’à présent, près de 50 établissements sont concernés, notamment durant la période estivale, où la fréquentation des cafés et restaurants connaît une forte affluence. Cette phase pilote permet de mesurer l’impact de l’initiative et d’envisager son

extension à d’autres quartiers et périodes de l’année. Au-delà de l’aspect symbolique, le projet ambitionne d’instaurer une culture urbaine de la lecture, intégrée aux pratiques sociales. En investissant les lieux de rencontre quotidiens, la commune d’Annaba contribue à l’élévation du niveau culturel, au développement de l’esprit critique et à la diffusion du savoir dans la cité. À travers cette action, Annaba rappelle que la lecture ne doit pas rester confinée aux institutions, mais devenir un réflexe du quotidien. Une manière de souligner que le livre, même posé sur une table de café, demeure un puissant levier de formation, d’ouverture et de citoyenneté.

ANNABA :

Conférence religieuse sur la préparation au mois de Ramadhan

S.F

Dans le cadre des préparatifs spirituels liés à l’approche du mois sacré de Ramadhan, la direction des affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya d’Annaba a supervisé l’organisation d’une conférence religieuse au niveau de la mosquée “El Arqam Ibn Abi El Arqam”.

Cette rencontre, animée par madame Sad Rezaki, guide religieuse, a porté sur le thème « La préparation au mois de Ramadhan ». Elle s’est tenue, hier samedi, au niveau de la salle de prière réservée aux femmes, en présence d’un public intéressé par les questions spirituelles et religieuses. Lors de son intervention, la conférencière a mis en avant

l’importance de la préparation morale et spirituelle avant l’arrivée du mois de jeûne, soulignant la nécessité de renforcer la foi, d’adopter de bonnes pratiques religieuses et de promouvoir les valeurs de solidarité, de tolérance et d’entraide sociale qui caractérisent ce mois béni. Cette initiative s’inscrit dans le cadre des programmes de

sensibilisation organisés par les institutions religieuses visant à accompagner les fidèles dans leur préparation spirituelle et à consolider le rôle des mosquées en tant qu’espaces d’orientation, d’éducation religieuse et de cohésion sociale. La rencontre, ouverte au public, a connu une participation appréciable, reflétant l’intérêt croissant des citoyennes pour les



activités religieuses et éducatives, notamment à l’approche du mois sacré de Ramadhan.

ANNABA / EL HADJAR :

Ramadhan 2026 : poursuite des travaux d’aménagement du marché de proximité

Imen.B

Dans le cadre des préparatifs du mois sacré de Ramadhan 2026, l’inspection territoriale du commerce d’El Hadjar poursuit, les opérations de préparation et d’aménagement du marché de proximité d’El Hadjar, destiné à accueillir la manifestation commerciale spéciale Ramadhan. Cette initiative s’inscrit dans le cadre du programme arrêté

par la direction du commerce de la wilaya d’Annaba, portant sur le lancement des marchés de proximité programmés à travers l’ensemble des daïras de la wilaya, à raison d’un marché par daïra, en vue d’assurer l’approvisionnement régulier des citoyens en produits de large consommation durant le mois sacré. Le marché de proximité d’El Hadjar verra la participation de nombreux opérateurs

économiques, aussi bien publics que privés, ainsi que des producteurs et des grossistes, qui proposeront une large gamme de produits alimentaires et de biens de consommation à des prix compétitifs et réglementés, dans le but de préserver le pouvoir d’achat des citoyens. Les préparatifs en cours concernent notamment l’aménagement des espaces de vente l’organisation logistique et sécuritaire et la mise

en place des conditions d’hygiène et de salubrité et l’assurance d’un accueil optimal des exposants et des consommateurs. À travers l’organisation de ces marchés de proximité, les services de la Direction du Commerce visent à garantir la disponibilité des produits de première nécessité, lutter contre la spéculation et la hausse injustifiée des prix, rapprocher les producteurs et les commerçants des citoyens,

offrir aux consommateurs des produits de qualité dans de bonnes conditions. Il est à noter que l’ouverture officielle des marchés de proximité programmés est prévue pour le dimanche 08 février 2026, à travers l’ensemble de la wilaya d’Annaba, permettant ainsi aux citoyens de s’approvisionner en prévision du mois de Ramadhan, dans un climat organisé et favorable



ANNABA :

Campagne de propreté et de désinfection dans plusieurs structures de santé

Imen.B

Dans le cadre des efforts continus visant à améliorer la qualité des services de santé et à garantir un environnement sain et sécurisé au profit des patients et des citoyens, la direction de la santé et de la population poursuit la campagne de nettoyage

et de désinfection au niveau de plusieurs établissements sanitaires relevant de la wilaya d’Annaba. Cette opération s’inscrit dans la stratégie de la l’Établissement Public de Santé de Proximité (EPSP) d’Annaba, qui œuvre à l’amélioration du cadre sanitaire, à la prévention des risques sanitaires et à l’assurance des meilleures

conditions d’accueil et de prise en charge pour l’ensemble des usagers. La campagne a touché notamment : les polycliniques “Azouz Boujemaâ”, et celle de Séraïdi. Les opérations menées ont porté sur le nettoyage approfondi, la désinfection des espaces intérieurs et extérieurs, ainsi que l’assainissement des locaux, incluant les salles

d’attente, les bureaux médicaux, les couloirs et les espaces communs. À travers cette campagne, les services concernés visent à renforcer les conditions d’hygiène et de salubrité au sein des structures de santé, prévenir la propagation des infections et des maladies, offrir un cadre propre, sain et sécurisé aux patients, au personnel médical

et aux visiteurs, et améliorer la qualité globale des prestations sanitaires de proximité. Cette initiative reflète l’engagement constant de l’EPSP d’Annaba et de la direction de la santé et de la population à rehausser le niveau des services de santé publique et à placer le citoyen au cœur de leurs priorités, à travers des actions concrètes et durables.

La diffusion par Donald Trump d'une vidéo raciste représentant le couple Obama en singes met la Maison Blanche dans l'embarras



Après avoir dénoncé dans un premier temps l'« indignation artificielle » des médias, l'administration présidentielle a finalement attribué le post sur le compte Truth Social du président à une erreur d'un membre de son équipe, et l'a supprimé, selon le monde fr. Humilier et rabaisser sont deux verbes prisés par Donald Trump. Peu avant minuit, jeudi 5 février, le compte Truth Social du président des Etats-Unis a relayé des images de Barack et Michelle Obama, transformés en singes hilares. Une représentation à la connotation raciste évidente. Ces images

sont tirées d'une vidéo diffusée il y a quelques mois sur les réseaux sociaux, représentant les principales figures de la politique américaine – surtout démocrates – en animaux de la jungle. Finalement, tous s'inclinent devant le roi lion, Donald Trump, évidemment. Au petit matin, les médias américains se sont embrasés. La première réaction de la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, a été classique : elle a attaqué. « Arrêtez s'il vous plaît l'indignation artificielle et traitez aujourd'hui de quelque chose de vraiment important pour le public américain », répondait-elle.

Mais, au cours des heures qui ont suivi, de nombreux élus républicains ont condamné cette imagerie sur X. Elle est « offensante, déchirante et inacceptable », a estimé le représentant Mike Turner (Ohio), appelant Donald Trump à s'excuser. « Raciste et inexcusable », a abondé le sénateur John Curtis (Utah). La réaction la plus marquante a été celle de Tim Scott (Caroline du Sud), seul sénateur noir, allié de Donald Trump. « Priant que ce soit un faux, car c'est la chose la plus raciste que j'ai vu sortir de cette Maison Blanche. Le président devrait le retirer. »

GROENLAND : Les consulats de France et du Canada ont ouvert à Nuuk

Dans un contexte de montée des tensions arctiques, l'ouverture de ces représentations diplomatiques marque un tournant dans la reconnaissance internationale du Groenland et sa quête d'autonomie, selon le monde fr. La France et le Canada, qui s'opposent au projet de l'administration de Donald Trump de prendre le contrôle du Groenland, ont inauguré chacun, vendredi 6 février, un consulat général à Nuuk, la capitale de ce territoire autonome danois, une reconnaissance pour le gouvernement local. « C'est une journée très importante pour nous comme pays, parce que nous allons avoir aujourd'hui l'ouverture du consulat ici, à Nuuk, Groenland », avait déclaré la ministre des affaires étrangères du Canada, Anita Anand, avant de hisser le drapeau de son pays devant le bâtiment de la mission, sous les applaudissements d'une délégation inuite de la région Nunangat venue pour l'occasion. Arrivé vendredi à Nuuk, le consul général de France, Jean-Noël Poirier, a pris ses fonctions le jour même. Il a rencontré le premier ministre du Groenland, Jens-Frederik Nielsen. « La dimension politique de l'ouverture de ce poste est réelle. Elle est même assez évidente, vu l'actualité

de ces derniers mois, de cette dernière année », a souligné M. Poirier lors d'un point presse. « C'est une victoire pour les Groenlandais de voir deux pays alliés ouvrir des représentations diplomatiques à Nuuk, selon Jeppe Strandsbjerg, politologue rattaché à l'université du Groenland. Les Groenlandais apprécient énormément le soutien face aux remarques de Trump. » La récente crise a débouché sur la conclusion entre le président américain et le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, d'un « cadre » en vue d'un accord sur l'avenir de l'île arctique, aux contours encore flous, tandis qu'Américains, Groenlandais et Danois se retrouvent au sein d'un groupe de travail. Le contenu de l'accord et la teneur des discussions n'ont pas été rendus publics. Danemark et Groenland, qui partagent les préoccupations de Donald Trump sur la sécurité arctique, refusent tout transfert de souveraineté. Ils ont reçu l'appui des Européens, et en particulier de la France, qui se félicite d'être le premier pays de l'Union européenne à ouvrir un consulat au Groenland. Une reconnaissance de l'autonomie grandissante de l'île « J'arrive avec un mandat clair d'écoute de ce que les Groenlandais ont à dire sur l'avenir de leur pays », a expliqué vendredi Jean-Noël

Poirier sur France Inter. Le consul n'a pour l'instant pas de bureau où s'installer, dans cette ville qui compte seulement neuf Français enregistrés au registre des Français à l'étranger. M. Poirier a déclaré aussi être « là pour soutenir les intérêts français et la coopération française, qui est assez ancienne ; et, bien sûr, pour mieux comprendre tout ce qui se passe sur ce territoire, dans tous les domaines ». Le consul général va aussi accompagner les quelques entreprises de tourisme présentes sur le territoire et les scientifiques français de l'université et du centre de recherche scientifique. La décision française d'ouvrir un consulat est antérieure aux récentes tensions. Elle avait été annoncée en juin 2025 lors d'une visite du président Emmanuel Macron à Nuuk, où il était venu exprimer la « solidarité européenne » pour l'île, critiquant déjà les velléités de Donald Trump de l'annexer. De son côté, le Canada avait annoncé à la fin de 2024 qu'il allait ouvrir un consulat général sur l'immense territoire arctique pour affirmer la coopération avec les Groenlandais. L'ouverture de ces représentations diplomatiques permet de dire « à Donald Trump que son agressivité envers le Groenland et le Danemark n'est pas seulement une question pour le Groenland



et le Danemark, c'est aussi une affaire pour les alliés européens, mais également pour le Canada », a souligné auprès de l'AFP Ulrik Pram Gad, spécialiste de l'Arctique à l'Institut danois des études internationales. Pour la diplomatie groenlandaise, l'ouverture de consulats – qui dépendent formellement des ambassades de France et du Canada à Copenhague –, est aussi « l'occasion de s'entraîner à l'indépendance en ayant des relations directes », note Jeppe Strandsbjerg. C'est une forme de reconnaissance pour l'autonomie grandissante de l'île, définie dans la loi-cadre de 2009. « Les Groenlandais penseront, dans le cadre de leur propre quête de souveraineté, à avoir des contacts plus directs avec d'autres pays européens », analyse Christine Nissen,

analyste du think-tank Europa, experte en questions de sécurité et de défense. Cela permet de « réduire l'importance du rôle du Danemark en diversifiant la dépendance du Groenland vis-à-vis du monde extérieur, pour que tout ne vienne plus uniquement du Danemark, mais qu'il y ait davantage de relations sur les plans économique, commercial (...) etc. », abonde M. Pram Gad. Le Groenland a des représentations diplomatiques auprès de l'Union européenne depuis 1992, à Washington depuis 2014, et à Reykjavik depuis 2017. A Nuuk, l'Islande a ouvert son consulat général en 2013 et les Etats-Unis en 2020. De 1940 à 1953, les Américains avaient eu un premier consulat dans la paisible capitale groenlandaise. La Commission européenne a, elle, ouvert un bureau en 2024.

NUCLÉAIRE IRANIEN :
Fragile reprise des discussions entre Washington et Téhéran

Les Etats-Unis ont annoncé de nouvelles mesures de sanctions contre les exportations iraniennes de pétrole et continuent d'agiter la menace d'une intervention militaire d'ampleur, selon le monde fr. Un « bon début », selon la diplomatie iranienne, mais une nouvelle salve de sanctions américaines. Ainsi s'est achevée la reprise des négociations entre les Etats-Unis et l'Iran, vendredi 6 février à Mascate, dans le sultanat d'Oman, qui joue les intermédiaires. Il s'agissait des premières discussions formelles

entre les deux pays au sujet du programme nucléaire développé par Téhéran, depuis la « guerre des douze jours », en juin 2025. Le conflit avait permis à Israël et à son allié américain de frapper les installations d'enrichissement d'uranium en Iran, tout en éliminant de nombreux officiers et scientifiques, mais en se gardant alors de précipiter un changement de régime. Aux yeux de l'administration Trump, il s'agit maintenant de donner une ultime chance à la négociation, sous la menace d'éventuelles frappes américaines contre l'Iran. Mais

le climat est des plus tendus, un mois après la répression sanglante du vaste mouvement de contestation du régime, qui aurait fait plus de 30 000 morts, selon les estimations les plus sombres. Les échanges interviennent, tandis que les Etats-Unis ont déployé dans le golfe Persique une véritable « armada », selon le mot de Donald Trump, susceptible d'accroître la pression sur l'Iran, afin qu'il cède, bien que le président américain ait renoncé à intervenir pour soutenir les manifestants, comme il l'avait d'abord envisagé.



BUDGET 2026 :
Les socialistes attaquent à leur tour le texte devant le Conseil constitutionnel



Même s'ils n'ont pas censuré le budget de Sébastien Lecornu, les députés emmenés par Boris

Vallaud ont saisi le Conseil constitutionnel, vendredi 6 février. Dans leur viseur, plusieurs mesures, notamment

sur la création d'une possible « préférence nationale », selon le monde fr. La bataille du budget n'est décidément pas finie. Après les députés du Rassemblement national (RN), ceux de La France insoumise (LFI) et, de façon très exceptionnelle, le premier ministre lui-même, le Parti socialiste (PS) a saisi à son tour le Conseil constitutionnel, vendredi 6 février, contre ce texte. Les députés socialistes, emmenés par leur président de groupe, Boris Vallaud, pointent une série de mesures jugées

juridiquement problématiques dans le projet de loi de finances pour 2026, considéré comme adopté après l'échec, le 2 février, des motions de censure déposées par la gauche non socialiste et l'extrême droite. Cette saisine socialiste n'avait rien d'évident. Contrairement au reste de la gauche, le PS a en effet longuement négocié avec le gouvernement le contenu du budget. Il se flatte d'avoir obtenu plusieurs concessions importantes, et a choisi, en conséquence, de ne pas voter les motions de censure

déposées sur ce texte. « Cela ne veut pas dire que nous sommes satisfaits de ce budget, commente le député Philippe Brun, l'un des négociateurs de l'accord de non-censure. En commission, nous avons d'ailleurs voté contre le projet de loi de finances. Contrairement à ce que raconte la droite, il ne s'agit vraiment pas d'un budget socialiste ! Nous sommes dans l'opposition, c'est clair, et plusieurs dispositions du texte nous posent un vrai problème. »

SUÈDE :
Nouvelle requête de militants écologistes contre l'Etat pour inaction climatique

Le groupe à l'origine de la procédure, Aurora, avait d'abord tenté de poursuivre l'Etat suédois fin 2022. Mais la Cour suprême avait jugé que la plainte était irrecevable, selon le monde fr. Des militants écologistes ont déclaré, vendredi 6 février, avoir intenté une nouvelle action en justice contre l'Etat suédois pour inaction climatique présumée, après le rejet de leur requête l'an dernier par la Cour suprême. Le groupe à l'origine de la procédure, Aurora, avait d'abord tenté de poursuivre l'Etat suédois fin 2022. Mais la Cour suprême en Suède a estimé en février 2025 que la plainte déposée contre l'Etat devant un tribunal, introduite par une



personne, avec 300 autres s'y joignant au titre d'une action collective, était irrecevable. La cour avait alors mis l'accent sur « les exigences très élevées pour qu'un individu ait qualité pour agir » contre un Etat. « Nous avons encore une chance de sortir des crises planétaires et de construire un monde sûr

et équitable. Mais cela exige que les pays riches qui émettent autant que la Suède cessent de violer la loi », a déclaré vendredi la porte-parole d'Aurora, Ida Edling, dans un communiqué. Aurora, qui a annoncé avoir saisi vendredi un tribunal de Stockholm, estime que l'Etat suédois est tenu « de réduire

les émissions de la Suède autant et aussi rapidement que nécessaire pour que le pays soit aligné sur sa part équitable ». « Cela signifie que les émissions de plusieurs secteurs doivent atteindre zéro avant 2030 », a-t-elle ajouté, tout en notant que cela devancerait de quinze ans les objectifs actuellement fixés par la Suède. Décisions historiques L'Agence suédoise de protection de l'environnement ainsi que l'organisation de coopération et de développement économiques ont averti l'an dernier que la Suède risquait de ne pas atteindre son propre objectif de neutralité carbone d'ici à 2045. Aurora a relevé que des juridictions internationales avaient pris

plusieurs décisions historiques depuis le dépôt initial de la plainte. Dans une décision historique d'avril 2024, la Cour européenne des droits de l'homme a ainsi estimé que la Suisse ne faisait pas assez d'efforts pour lutter contre le changement climatique. Il s'agissait du premier pays à être condamné par une juridiction internationale pour ne pas avoir pris des mesures suffisantes dans ce domaine. En 2025, la Cour internationale de justice a rendu un avis consultatif déclarant que les pays violant leurs obligations climatiques commettaient un acte « illégal ».

EN :
Titraoui ne peut plus être ignoré par Petkovic

La trajectoire d'Yacine Titraoui en Belgique prend une autre dimension. Au point qu'il devient désormais difficile, voire impossible, de l'ignorer. Le quotidien belge La Dernière Heure évoque avec insistance une destination qui ne trompe pas : la Premier League. À 22 ans, le milieu algérien de Charleroi n'est plus un simple joueur prometteur. Il est devenu un élément central de son équipe, capable de peser sur le jeu et de faire la différence, attirant logiquement l'attention bien au-delà des frontières de la Jupiler Pro League. L'été dernier déjà, Charleroi avait reçu une offre de Sunderland, que le club belge avait préférée repousser afin de faire grimper la valeur de son joueur. Un choix qui semble aujourd'hui payant, d'autant plus que les pistes belges, un temps évoquées (Anderlecht, Club Bruges), paraissent désormais dépassées par l'ampleur de l'intérêt anglais. Ce virage n'a rien du hasard. Titraoui a récemment changé d'agent pour rejoindre Home of

Unique Sports Group, une agence très implantée en Angleterre et étroitement liée à plusieurs clubs de Premier League. Un choix stratégique révélateur de ses ambitions. Sur le terrain, les chiffres parlent d'eux-mêmes : quatre buts en championnat, deux passes décisives en coupe, plusieurs distinctions d'homme du match, mais surtout un indicateur fort : depuis le 8 novembre, Titraoui dispute l'intégralité des rencontres, toutes compétitions confondues. Il est devenu indispensable à Charleroi.

Conditions favorables

Cette progression relance logiquement le débat autour de l'équipe nationale, car les enseignements de la dernière CAN sont clairs : le milieu de terrain n'a pas donné satisfaction. La blessure d'Ismaël Bennacer, l'entrée manquée de Ramiz Zerrouki, la discrétion d'Adem Zorgane, les difficultés de Hicham Boudaoui en club et la méforme d'Houssein Aouar obligent Vladimir Petkovic à élargir son champ de réflexion.

Dans ce contexte, Titraoui apparaît comme une solution évidente, presque naturelle, au vu de sa régularité, de son volume de jeu et de sa progression constante en Europe. Les recruteurs ne s'y trompent pas. Ils étaient présents lors de plusieurs matches de Charleroi, notamment face au Club Bruges en novembre dernier. Même dans la défaite, Titraoui avait marqué les esprits.

Charleroi prépare d'ailleurs un transfert estival qui pourrait représenter une belle opération financière, même si l'AC Paradou conservera un pourcentage sur la revente. Tous les indicateurs sont au vert pour voir le milieu algérien franchir un cap majeur. Dès lors, un nouvel oubli lors du prochain stage de mars ne manquerait pas de susciter des interrogations quant à la volonté du sélectionneur de tirer tous les enseignements de la CAN. À terme, la réussite des Verts passera avant tout par les performances, bien avant les statuts.



Équipe nationale :
Chiakha revient sur son choix entre l'Algérie et le Danemark



ayant récemment rejoint Rosenborg, en Norvège, sous forme de prêt à la recherche d'un nouveau souffle, Amin Chiakha tente de relancer sa carrière. Après un premier prêt peu concluant à Vejle, l'attaquant espère retrouver de la continuité et s'imposer, tout en gardant en ligne de mire

l'équipe nationale d'Algérie, avec laquelle il compte déjà deux sélections. Dans un entretien accordé à la chaîne norvégienne TV 2, Chiakha, né à Copenhague, est revenu sur un choix personnel fort : celui de sa sélection nationale. À l'automne 2024, il devait trancher entre le Danemark, pays de sa

naissance et de sa mère, et l'Algérie, pays de son père. Un dilemme intime, vécu comme un moment charnière. « J'avais l'impression de devoir choisir entre ma mère et mon père. Ma mère m'a beaucoup aidé en me disant qu'ils me soutiendraient quoi qu'il arrive. Ça m'a donné la liberté de choisir », confie-t-il.

Un choix mûrement réfléchi

Le jeune attaquant a finalement opté pour l'Algérie, une décision chargée d'émotion et de responsabilité : « Je ne voulais pas la décevoir, c'était difficile. Mais quand elle m'a dit ça, ça m'a énormément aidé. Prendre une décision aussi importante, c'est un moment où l'on devient adulte. »

Concernant ses ambitions avec Rosenborg, Chiakha affiche une volonté claire de progression collective et personnelle, avec l'envie de s'inscrire dans un projet ambitieux et compétitif : « Plus on est haut, plus il est facile d'être positif. La ville doit voir une équipe qui a faim et qui se bat. Il faut donner beaucoup de nous-mêmes. »

Premier League : Tombeur de Tottenham, Manchester United poursuit sa folle série

Devant son public et profitant d'une supériorité numérique, Manchester United a dominé (2-0) Tottenham, ce samedi, lors de la 25e journée de Premier League. Fort d'une quatrième victoire consécutive, le club mancunien revient provisoirement à deux petits points d'Aston Villa, troisième. La 25e journée de Premier League se poursuivait, ce samedi, avec un choc alléchant entre Manchester United et Tottenham du côté d'Old Trafford. 4es au coup d'envoi, les Red Devils de Michael Carrick, qui restaient sur trois victoires consécutives, avaient l'occasion de se rapprocher un peu plus du podium. En face, les Spurs, orphelins de la moindre victoire en championnat depuis la 18e journée, devaient se



relancer. Pour cette rencontre, le club mancunien se présentait en 4-2-3-1 avec Mbeumo en pointe et un double pivot composé de Casemiro et Mainoo. Thomas Franck optait lui pour un 4-3-3 où Xavi Simons et Wilson Odobert soutenaient Solanke en attaque. Sur la lancée de leurs dernières sorties, les Mancuniens démarraient fort et Mbeumo ne tardait pas à s'illustrer

(1er). Une première frappe hors cadre qui donnait le ton. Quelques instants plus tard, c'est Casemiro qui dégainait, mais l'ancien Madrilène butait sur un Vicario attentif (11e). Bousculé, Tottenham réagissait. Sur un centre d'Udogie, Solanke, en position idéale, était repris de justesse (16e). Malgré cette timide réaction, Man U reprenait le contrôle des opérations et Cunha enroulait

magnifiquement. En vain (20e). Peu avant la demi-heure de jeu, le match allait finalement totalement basculer.

Manchester United ne s'arrête plus !

Coupable d'une semelle appuyée sur la cheville de Casemiro, Romero voyait rouge direct (29e). Obligé de se réorganiser, Franck rappelait Odobert sur le banc et lançait Dragusin (32e). En supériorité numérique, Manchester United prenait logiquement l'avantage. Trouvé dans la surface par Diallo, Mbeumo débloquait la situation d'une reprise croisée du gauche (1-0, 38e). Dominateurs, les Red Devils frôlaient même le break juste avant la pause, mais Vicario détournait in extremis la reprise de la tête de Casemiro (41e). Au retour des vestiaires, les locaux continuaient sur leur

lancée, mais Diallo, buteur au terme d'une sublime action collective, voyait sa réalisation refusée pour une position de hors-jeu (49e).

Si Simons tentait de réveiller les siens (57e), Manchester United restait maître des débats, mais Vicario maintenait les Spurs en vie face à Shaw puis Dalot (60e, 61e). Devant au score, mais toujours pas à l'abri, le club mancunien gérait finalement parfaitement le dernier quart d'heure et Fernandes parachevait le succès des siens en reprenant parfaitement au second poteau (2-0, 81e). Au classement, Manchester United reste 4e, mais revient à deux petits points seulement du podium. De son côté, Tottenham reste englué à une triste 14e place et ne parvient toujours pas à gagner.

Liga : Le Barça fait le spectacle contre Majorque et assure sa place de leader



Grâce à sa victoire contre Majorque (3-0), le FC Barcelone compte quatre points d'avance en tête de la Liga sur le Real Madrid. Toujours en tête de la Liga, le FC Barcelone avait une belle occasion de mettre la pression sur le Real Madrid, toujours dans la course au titre. Privés de Pedri et Raphinha notamment, les Blaugranas défiaient Majorque, en danger et à seulement deux points de la zone rouge. Rashford, Dani Olmo et

Casado devaient donc briller en l'absence des stars. Malgré la domination catalane, Majorque se procurait les meilleures occasions du début de partie. Jan Virgili était d'abord bien trouvé sur un corner, obligeant Joan Garcia à se déployer (12e), avant que Muriqi ne manque le cadre de peu (17e). L'actuel deuxième meilleur buteur de Liga, derrière Mbappé, faisait beaucoup de mal au Barça, mais se frottait à un Garcia encore décisif (21e).

Mais après un beau mouvement de Rashford sur son côté, Lewandowski profitait d'un renvoi hasardeux de la défense pour récupérer le ballon, humilier Valjent et ouvrir le score (1-0, 29e). Un but qui faisait beaucoup de bien au FC Barcelone, plus tranchant dans les dernières passes, à l'image d'une triple occasion de Rashford, Koundé puis Lamine Yamal (45e+2).

Le Barça assure sa première place

Après la pause, les Blaugranas poussaient pour plier le match. Le jeu allait beaucoup plus vite et Casado était tout proche de faire le break... mais trouvait la transversale de Léo Roman (58e). Les Catalans multipliaient les occasions et la formation baléare était au bord de la rupture. C'est finalement sur une frappe lointaine de Lamine Yamal que Majorque craquait complètement, sur une nouvelle passe décisive de Dani Olmo, qui a encore gagné des points en

l'absence de Pedri (2-0, 61e). En maîtrise, les hommes d'Hansi Flick validaient leur victoire grâce à un joli but de Bernal sur une contre-attaque éclair (3-0, 83e). De quoi offrir au Barça quatre points d'avance et le trône de leader assuré à l'issue de la 23e journée. Soit quatre points d'avance sur le Real Madrid, qui ira à Valence. De son côté, Majorque n'est qu'à deux points de la zone rouge avant de recevoir le Real Betis.



Resident Evil 4, Streets of Rage 4... Nintendo publie des mises à jour de compatibilité pour une dizaine de jeux sur la Switch 2

Malgré la rétrocompatibilité promise, la Switch 2 rencontre encore des difficultés avec certains jeux de la première génération. Nintendo vient de déployer de nouvelles mises à jour de compatibilité, corrigeant plusieurs titres populaires et améliorant progressivement l'expérience des joueurs.

Malgré la rétrocompatibilité, tous les jeux de la première Switch ne fonctionnent pas correctement sur la Switch 2. De nombreux bugs persistent, rendant l'expérience de la nouvelle console particulièrement frustrante. Heureusement, si votre jeu préféré en fait partie,

tout n'est pas perdu. Après la mise à jour du système vers la version 21.1.0 la semaine dernière, Nintendo vient d'annoncer des mises à jour de compatibilité pour toute une liste de jeux. Cela inclut notamment Resident Evil 4 et Miitopia. Les autres jeux désormais pleinement compatibles avec la Switch 2 sont Severance: Blade of Darkness, Game Dev Story, Little Nightmares Complete Edition, Moji Yuugi, Solid Void - Nature Puzzles, Sports Party, Streets of Rage 4 et Venture Towns. Si vous avez l'un de ces jeux et que vous n'y avez pas touché depuis un moment, c'est l'occasion idéale de s'y replonger.



Comment vérifier la compatibilité des jeux ?

Nintendo a aussi reconnu que le jeu A Hat in Time rencontre quelques problèmes sur la Switch

2. On peut donc espérer une mise à jour de compatibilité dans un avenir proche. Avant d'acheter un jeu pour la Switch 2, il est possible de vérifier sa compatibilité

grâce à un outil sur le site de Nintendo. Saisissez simplement le nom du jeu dans le moteur de recherche, et il vous indiquera si le jeu est pleinement compatible, ou s'il risque de présenter des bugs. Ce n'est pas la première fois que Nintendo publie des mises à jour de compatibilité pour les jeux sur la Switch 2, et de nombreux jeux qui avaient initialement des bugs sont désormais entièrement fonctionnels. Toutefois, à voir les retours des joueurs, il reste encore de nombreux jeux qui présentent quelques problèmes.

Énorme avancée Ils ont créé des microrobots invisibles à l'œil nu, autonomes et qui peuvent nager !

Des chercheurs américains ont mis au point des robots microscopiques autonomes, capables de se déplacer et de réagir à leur environnement grâce à la lumière. De par leur taille et leur coût négligeable, ces machines ouvrant la voie à de nouvelles applications médicales et scientifiques.

Les microrobots sont longtemps restés dans le domaine de la science-fiction, de minuscules machines intelligentes capables d'intervenir à l'intérieur du corps, pour le bien ou pour le mal... Dans le monde réel, s'il existe désormais quelques robots microscopiques, ils ont généralement besoin d'une alimentation externe et d'être pilotés à distance.

Dans un article publié dans la

revue Science Robotics, des chercheurs des universités de Pennsylvanie et du Michigan ont mis au point des robots microscopiques autonomes et programmables. Chacun mesure 0,2 x 0,3 millimètre, pour une épaisseur de 50 micromètres.

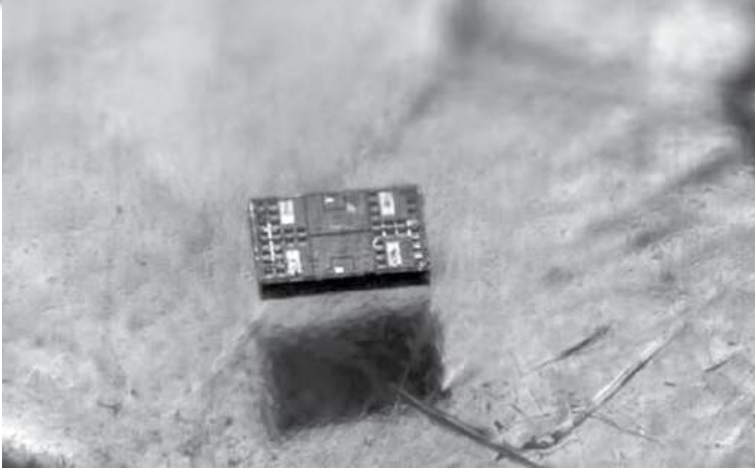
Malgré leur petite taille, ces machines sont équipées d'un processeur, de mémoire, de capteurs, s'alimentent par la lumière et se déplacent en nageant. Chacun est alimenté par des photodiodes qui recouvrent la surface, fournissant une puissance de 75 nanowatts.

Un procédé de fabrication similaire aux processeurs

Pour créer ces robots, les chercheurs se sont servis de la technique de fabrication CMOS, avec

une gravure en 55 nanomètres, la même technologie utilisée pour la fabrication des processeurs. Cela permet de créer une feuille contenant de nombreux petits robots, et d'intégrer toute l'électronique sur une seule puce, réduisant la taille, la complexité et l'énergie nécessaire. À cette échelle, le déplacement dans l'eau est difficile. Les chercheurs ont donc inversé le mécanisme. Les robots produisent un champ électrique qui déplace les ions autour du robot, ce qui entraîne un mouvement du liquide.

Les microrobots sont très durables, pouvant fonctionner pendant des mois, et coûtent moins d'un dollar pièce. Chacun peut être programmé individuellement



via la lumière. Les chercheurs les ont testés dans un liquide dont une zone est un peu plus chaude que le reste. Les machines ont pu détecter la différence de température et naviguer jusqu'au point le plus chaud. Pour les chercheurs,

ce n'est que la première étape. Maintenant qu'ils ont montré qu'il est possible de combiner capteurs, processeur et moteur dans une machine presque invisible à l'œil nu, ils comptent explorer toutes les possibilités de ces microrobots.

Tous les prochains drones DJI et non-américains vont être interdits de vente aux États-Unis

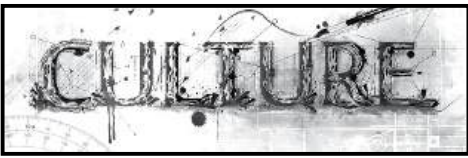
La Commission fédérale des communications (FCC) a annoncé, ce lundi 22 décembre 2025, avoir officiellement inscrit le chinois DJI et l'intégralité des drones étrangers sur sa liste des menaces pour la sécurité nationale, la fameuse Covered List. Un tournant radical qui condamne ces fabricants à rester définitivement au sol sur le territoire américain.

En ajoutant les drones non-américains, comme ceux de la célèbre marque chinoise DJI, à la liste des équipements de la Covered List, l'autorité empêche toute certification pour les futurs appareils des fabricants concernés, ainsi que leurs composants. Or, cette homologation technique reste le sésame obligatoire pour vendre le moindre drone sur le sol américain.

Ceux qui possèdent déjà l'un de ces engins volants peuvent tout de même être rassurés. Les modèles actuellement autorisés échappent à cette interdiction. Votre drone peut donc continuer ses acrobaties aériennes sans contrainte, et les revendeurs gardent le droit d'écouler leurs stocks. Seules les gammes à venir se retrouvent blacklistées, avant même leur conception.

Cette décision, qui ne manquera pas de faire du bruit, marque l'aboutissement d'un feuilleton entamé il y a plusieurs années. Dès 2021, des responsables de la FCC réclamaient déjà le bannissement de DJI. Le fabricant chinois se retrouve aujourd'hui dans le collimateur de l'administration Trump, qui ne badine plus avec les questions de souveraineté technologique.

Les autorités américaines jugent ces équipements comme présentant des « risques inacceptables » pour la sécurité nationale, sans toutefois détailler publiquement la nature exacte de ces menaces. Cette discrétion alimente sans surprise les spéculations sur fond de tensions géopolitiques entre Washington et Pékin.



Le Fonds documentaire de l'Émir Abdelkader L'Algérie institue sa mémoire fondatrice

Sara Boueche

À l'occasion de la commémoration de la deuxième allégeance (moubayaâ) à l'Émir Abdelkader, intervenue le 4 février 1833, la ministre de la Culture et des Arts a annoncé la création d'une institution patrimoniale d'envergure : le Fonds documentaire de l'Émir Abdelkader, désormais abrité par la Bibliothèque nationale algérienne.

L'annonce officielle a été faite depuis le Palais de la Culture Moufdi Zakaria, lors de la cérémonie de remise de la première édition du Prix Émir Abdelkader. Elle marque une étape décisive dans la politique de sauvegarde et de valorisation scientifique de l'héritage du fondateur de l'État algérien. « Il ne s'agit plus seulement d'honorer une figure historique, mais de doter la nation d'un instrument de souveraineté mémorielle et intellectuelle », a souligné la ministre devant un parterre de personnalités, parmi lesquelles figuraient le conseiller du président de la République



chargé de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la culture, Nasreddine Bentifour, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, le président du Conseil supérieur de la langue arabe, le président de l'Académie algérienne de la langue arabe, ainsi que des descendants de l'Émir Abdelkader.

Dans son intervention, la ministre a précisé que la mission première du Fonds consiste à centraliser, préserver et rendre accessible un patrimoine jusqu'ici dispersé entre les Archives nationales algériennes, des collections privées et plusieurs institutions étrangères, notamment la Bibliothèque nationale de France, les archives du Quai d'Orsay et des fonds

conservés au Moyen-Orient. Le projet prévoit un vaste chantier d'identification, de numérisation et de catalogage, conduit selon les normes scientifiques internationales les plus exigeantes.

« La fidélité à l'Émir Abdelkader passe d'abord par la compréhension de son projet historique et politique », a-t-elle rappelé. En ce sens, le Fonds ne se limite pas à une entreprise mémorielle : il ambitionne d'offrir aux chercheurs, étudiants et citoyens un accès structuré à la pensée, à l'action et à la vision du fondateur de l'État algérien, permettant de dépasser la célébration symbolique pour entrer dans une dynamique d'analyse et d'appropriation contemporaine.

L'annonce de cette institution, faite le jour même de la remise d'un prix portant le nom de l'Émir, revêt une portée stratégique. Elle affirme la volonté de l'Algérie de devenir un pôle international de référence pour l'étude de cette figure majeure du XIX^e siècle. À travers ce fonds, il s'agit d'un

investissement durable dans le capital intellectuel national, garantissant aux générations futures un accès direct aux sources authentiques de leur histoire.

Ce projet confère à la Bibliothèque nationale algérienne un rôle renouvelé : au-delà de la conservation, elle s'impose désormais comme un acteur central de la production du savoir historique, politique et culturel. La création du Fonds documentaire de l'Émir Abdelkader apparaît ainsi non comme une simple décision patrimoniale, mais comme un choix de vision, fondé sur la maîtrise du passé pour éclairer l'avenir.

La cérémonie a, par ailleurs, été marquée par la présentation d'une projection en 3D du futur projet d'un musée surmonté d'une statue monumentale dédiée à l'Émir Abdelkader à Oran, offrant une vue panoramique sur la ville et renforçant la dimension symbolique et pédagogique de cette entreprise mémorielle.

Langue arabe et création littéraire Ouverture des candidatures pour la deuxième édition du Prix présidentiel

Sara Boueche

Le Haut Conseil de la langue arabe (HCLA) a annoncé, jeudi, l'ouverture officielle des candidatures pour la deuxième édition du Prix du président de la République pour la littérature et la langue arabes, prévue à partir du 21 février, date coïncidant avec la célébration de la Journée internationale de la langue maternelle.

Cette annonce a été faite en marge d'une session de formation linguistique destinée aux journalistes, axée sur la révision et la correction de la langue, organisée en partenariat avec le ministère de la Communication. Cette initiative s'inscrit dans une démarche stratégique visant à rehausser la qualité du discours médiatique et à promouvoir un usage rigoureux, précis et élégant de la langue arabe dans l'ensemble des supports d'information.

À l'ouverture de la rencontre, le président du HCLA, Salah Belaïd, a rappelé la place

structurante de la langue arabe dans la transmission du savoir, la production culturelle et la formation du goût linguistique du public. « Cette session constitue la première traduction concrète de l'accord de coopération liant le Conseil au ministère de la Communication. Elle ambitionne de renforcer les compétences professionnelles des journalistes et d'améliorer leur maîtrise linguistique, la langue n'étant pas seulement un outil de communication, mais également un vecteur de civilisation et de connaissance », a-t-il souligné.

Dans cette perspective, Salah Belaïd a également annoncé le lancement d'un projet d'élaboration d'un dictionnaire spécialisé des termes relatifs aux médias et à la communication, destiné à harmoniser l'usage professionnel et à accompagner l'évolution du champ médiatique. Il a insisté sur la nécessité de multiplier les cycles de formation afin de consolider les compétences linguistiques dans l'audiovisuel, la presse écrite et



les médias numériques.

La session a réuni étudiants, journalistes et professionnels de l'information, encadrés par les universitaires Abdelhafid Cherif et Yacine Bouras. Le

programme a articulé apports théoriques et exercices pratiques autour de la révision linguistique, de l'identification des erreurs récurrentes et des méthodes efficaces de correction. Des attestations de participation ont

été remises aux participants, traduisant l'engagement du Conseil à valoriser les compétences médiatiques et à renforcer la présence qualitative de la langue arabe dans l'espace public.

En marge de cette rencontre, le président du HCLA a également annoncé la tenue d'une prochaine conférence linguistique au ministère de la Communication, le 15 février, accompagnée d'une dictée ouverte au public, permettant aux participants de s'autoévaluer et d'améliorer leurs pratiques.

Concluant son intervention, Salah Belaïd a souligné l'impératif de conjuguer rigueur linguistique et modernité, en tirant parti des outils contemporains, notamment l'intelligence artificielle, afin d'améliorer la qualité du travail journalistique et de consolider le rôle structurant de la langue arabe dans la société.



Une étude de pied de Michel-Ange vendue jeudi pour 27,2 millions de dollars aux enchères



Le dessin est une esquisse pour l'un des personnages de la chapelle Sixtine, selon un expert. Découverte récemment, l'étude de pied dessinée par Michel-Ange a été vendue jeudi 5 février pour 27,2 millions de dollars lors d'enchères à New York, selon l'organisateur Christie's, un nouveau record pour une œuvre du maître de la Renaissance. Le dessin est parti pour plus de vingt fois son estimation basse après 45 minutes d'enchères chez le géant du marché de l'art. L'identité de l'acheteur n'a pas

été rendue publique. Selon un expert de l'entreprise, cette petite esquisse en rouge est une étude de pied pour l'un des personnages du plafond de la chapelle Sixtine à Rome, chef-d'œuvre réalisé entre 1536 et 1541. Son propriétaire avait envoyé pour estimation une photographie du dessin à Christie's (Nouvelle fenêtre) qui l'a attribué à Michel-Ange (1475-1564), illustre peintre, sculpteur, architecte, urbaniste et poète de la République de Florence, ancien État italien. **Précédent record pour**

Michel-Ange : un nu masculin Le précédent record de vente pour une œuvre du génie italien avait été établi par le dessin d'un homme nu, une œuvre de jeunesse de l'artiste, vendu à Paris en mai 2022 pour quelque 24,3 millions de dollars. «On dénombre moins de dix dessins de Michel-Ange encore en main privée», avait indiqué à cette occasion, auprès de l'AFP, Hélène Rihal, directrice du département des dessins anciens chez Christie's.

Une guitare culte de Kurt Cobain et d'autres instruments de légende aux enchères en mars à New York

La guitare utilisée par la légende du rock Kurt Cobain (1967-1994) pour jouer Smells Like Teen Spirit, morceau emblème de l'album Nevermind (1991) du groupe Nirvana, ainsi que plusieurs pièces majeures appartenant aux Beatles, seront mises en vente aux enchères en mars à New York, selon la maison de vente Christie's. La Fender Mustang de 1966 de Cobain fait partie d'un véritable trésor d'instruments et de souvenirs musicaux, dont la batterie frappée du logo des Beatles aux États-Unis, lorsque les Fab Four ont joué dans The Ed Sullivan Show en 1964. La collection Jim Irsay réunit notamment des guitares jouées par des musiciens qui ont marqué le XXe siècle, dont David Gilmour (Pink Floyd), Jerry Garcia (Grateful Dead), Eric Clapton, le jazzman John Coltrane (connu avant tout comme saxophoniste) ou encore Johnny Cash. Cette partie de la collection, méticuleusement constituée pendant des décennies

par le philanthrope, mélomane passionné et propriétaire de l'équipe de football américain (NFL) des Colts d'Indianapolis, sera mise en vente le 12 mars à New York.

Un manuscrit de «Hey Jude», une batterie de Ringo Starr, un piano de Lennon

Le reste de la collection sera mis en vente en ligne et à New York entre le 3 et le 17 mars. Une partie des recettes sera reversée aux œuvres philanthropiques soutenues par Jim Irsay de son vivant.

Au cœur de la vente figurent également les paroles manuscrites du tube des Beatles Hey Jude, ainsi que des guitares utilisées par John Lennon, Paul McCartney et George Harrison.

«Je pense qu'on peut dire que cette collection d'instruments des Beatles est la plus importante jamais réunie par quelqu'un qui n'était pas membre du groupe», a déclaré à l'AFP Amelia Walker, responsable des ventes chez Christie's et spécialiste du département Collections privées et iconiques, à Beverly Hills.



«Il y a cinq guitares des Beatles dans sa collection, ainsi que la première batterie Ludwig de Ringo Starr et le piano de John Lennon, sur lequel il a composé plusieurs chansons de (l'album mythique) Sgt. Pepper», a précisé

Amelia Walker. La batterie devrait atteindre environ deux millions de dollars, tandis que les guitares pourraient se vendre aux alentours d'un million, selon les estimations de Christie's.

«Une guitare talisman» de l'ère

grunge Mais l'objet peut-être le plus cher de la collection est la guitare de Kurt Cobain, qui pourrait, selon les experts, partir autour des 5 millions de dollars. «C'est une guitare talisman pour les gens de ma génération qui ont vécu l'ère grunge», a insisté Amelia Walker. Après avoir marqué une génération au sein de Nirvana, au cours d'une carrière marquée par son addiction à l'héroïne et sa relation complexe avec Courtney Love, Kurt Cobain s'était suicidé en avril 1994, à 27 ans. En juin 2020, une autre guitare du chanteur, celle du mythique concert MTV Unplugged qui s'était tenu seulement six mois avant son tragique décès, s'était vendue 6 millions de dollars lors d'enchères réalisées à Beverly Hills. Elle a été donnée depuis au Royal College of Music de Londres, l'un des plus grands conservatoires du monde.

Clonage de voix par IA : Les contenus dénoncés par huit doubleurs ont été en partie retirés

La plateforme d'IA VoiceDub, accusée d'avoir cloné la voix de huit doubleurs français sans leur consentement, a retiré ces contenus litigieux après l'envoi de mises en demeure, a affirmé vendredi 6 février à l'AFP l'avocat des requérants Jonathan Elkaim. Dénonçant «des actes parasitaires», ces huit comédiens, qui prêtent leur voix à des stars d'Hollywood (Julia Roberts, Richard Gere...) ou des personnages d'animation comme

Buzz L'Éclair, avaient sommé VoiceDub et la plateforme Fish Audio de retirer tous les «modèles de clonage exploitant (leur) voix» sous huit jours, selon des mises en demeure datées du 30 janvier. Selon Maître Elkaim, l'ensemble des contenus visés par cette procédure n'étaient plus disponibles vendredi matin sur VoiceDub, qui les hébergeait jusque-là. En revanche, ils restaient accessibles vendredi en début d'après-midi sur Fish Audio. «Nous nous réjouissons

que les droits de mes clients soient enfin respectés mais l'ensemble de nos demandes n'ont pas encore été suivies d'effets», a-t-il commenté, précisant qu'une «dizaine» de voix et d'interprétations «illicites» ont été supprimées par VoiceDub.

Une montée au créneau inédite en France

Engagés dans une démarche inédite en France, ces huit grands noms du doublage, dont Richard Darbois (Harrison Ford...), Françoise Cadol (Angelina

Jolie...) ou Christophe Lemoine (Cartman de South Park...), veulent notamment avoir l'assurance que ces plateformes jouent à l'avenir un rôle de «filtre» en refusant d'héberger des contenus reproduisant leur voix sans autorisation ni rétribution. Ils réclament aussi 20 000 euros de dommages et intérêts. Moyennant paiement, ces plateformes offrent aux utilisateurs la possibilité de faire lire un texte avec une voix choisie dans un large catalogue.

où figurent également en français celles d'Emmanuel Macron ou de Kylian Mbappé.

Cette offensive judiciaire témoigne des craintes persistantes des comédiens de doublage face aux menaces de l'intelligence artificielle générative. En France, la filière (studios, comédiens...) s'est récemment mobilisée dans la rue et a lancé un collectif «Touche pas à ma VF» réclamant un «doublage créé par des humains pour des humains».



Est-ce que le jus d'orange fait grossir ?

Le jus d'orange est souvent présenté comme un allié santé au petit-déjeuner. Mais sa teneur en sucre inquiète : peut-il favoriser la prise de poids ? Le jus d'orange est un classique du petit-déjeuner. Il sent bon l'été, apporte de la vitamine C et donne un petit coup de boost matinal. Mais beaucoup s'interrogent : peut-il favoriser la prise de poids ? Faut-il l'éviter pour garder la ligne ? On fait le point avec Ariane Grumbach, diététicienne-nutritionniste.

Composition : que contient le jus d'orange ?

Le jus d'orange est composé essentiellement d'eau et de sucres naturels. Il est aussi riche en vitamines et en minéraux, notamment en vitamine C, précieuse pour le système immunitaire.

- Une grande quantité d'eau. L'orange est un fruit très hydratant et son jus aussi.
- Des sucres naturellement présents. Le jus contient du fructose, le sucre naturel de l'orange. « Un petit verre apporte environ 12 à 15 g de sucre. Cela reste raisonnable, mais mieux vaut éviter d'en abuser... », conseille Ariane Grumbach.
- Beaucoup de vitamine C, qui aide à : soutenir les défenses immunitaires, réduire la fatigue, protéger les cellules du stress oxydatif.
- Quelques vitamines et minéraux en plus : de la vitamine B9 (ou acide folique), du potassium et parfois du calcium dans les jus enrichis. Même si les quantités sont plus modestes, ces éléments contribuent à un bon équilibre nutritionnel.
- Des antioxydants. Le jus d'orange renferme des flavonoïdes, des antioxydants qui participent au bon fonctionnement de l'organisme.



- Très peu de fibres. La filtration élimine la majorité des fibres alimentaires. Un jus avec pulpe en contient un peu plus, mais nettement moins qu'une orange entière, souligne Ariane Grumbach. Est-ce que le jus d'orange fait maigrir ou grossir ? Difficile de répondre à cette question... Le jus d'orange ne fait ni maigrir ni grossir à lui seul : « Tout dépend de la quantité consommée et de la place qu'il prend dans l'alimentation. Un petit verre de temps en temps reste tout à fait compatible avec un poids stable », estime Ariane Grumbach.

Comment le jus d'orange peut favoriser la prise de poids ?

Le jus d'orange contient beaucoup de sucres naturels, comme le fructose. Même s'il est naturel, ces sucres apportent des calories rapidement absorbées par l'organisme. Si vous buvez plusieurs verres par jour ou que vous l'accompagnez déjà d'aliments caloriques, cela peut contribuer à un excès calorique et donc à la prise de poids. De plus, contrairement aux oranges entières, le jus contient moins de fibres, ce qui réduit la sensation de satiété et peut inciter à grignoter davantage. Est-ce que le jus peut favoriser la perte de poids ? Le jus d'orange n'a pas de propriétés « brûle-graisses » et ne provoque pas de

perte de poids directe. Cela dit, il peut être consommé dans le cadre d'un cadre de rééquilibrage alimentaire pour :

- Remplacer un snack sucré plus calorique ce qui réduit l'apport calorique global.
- Apporter des vitamines (notamment la vitamine C) et des minéraux essentiels, sans excès de matières grasses. Anoter : les oranges entières restent préférables pour bénéficier des fibres, qui aident à contrôler l'appétit. En résumé, le jus d'orange peut s'intégrer dans un régime minceur, mais il ne fait pas maigrir à lui seul ! Le jus d'orange le matin fait-il grossir plus que le soir ? L'heure de la journée peut influencer la manière dont votre corps utilise les calories.
- Boire un petit verre de jus d'orange au petit-déjeuner peut être utile pour démarrer la journée avec de l'énergie et des vitamines. Comme on a tendance à être plus actif après le petit-déjeuner, le sucre contenu dans le jus est plus rapidement utilisé par le corps.
- Boire un jus d'orange juste avant de se coucher peut apporter des calories que le corps n'a pas le temps de brûler, surtout si le dîner est déjà copieux. Cela peut donc contribuer plus facilement à un excès calorique.

En résumé, le jus d'orange n'est pas « mauvais » à un moment précis, mais mieux vaut le consommer le matin ou en journée, plutôt que le soir tard.

Oranges ou jus d'orange : que privilégier pour la ligne ?

Vous l'aurez compris, il est préférable de choisir des oranges entières plutôt que leur jus.

- Les oranges entières contiennent des fibres qui ralentissent l'absorption du sucre dans le sang, ce qui limite les pics de glycémie et aide à mieux contrôler l'appétit.
- Elles sont plus rassasiantes : manger une orange entière demande plus de mastication et prend plus de temps, ce qui favorise la satiété et peut aider à réduire les grignotages.
- Elles ont un impact plus faible sur la glycémie : contrairement au jus, les oranges entières provoquent une augmentation plus modérée de la glycémie. Nos conseils pour profiter du jus d'orange sans prendre de poids : Le jus d'orange peut s'intégrer dans une alimentation équilibrée, à condition de le consommer intelligemment.
- Dosez votre verre : 100 à 150 ml suffisent par portion.
- Ne remplacez pas l'eau par le jus d'orange et évitez de le boire tout

au long de la journée !

- Privilégiez le jus d'orange pur jus, de préférence pressé maison, pour bénéficier des vitamines et des polyphénols.
- Évitez les jus industriels trop sucrés. Ils contiennent souvent du sucre ajouté et ont un index glycémique élevé.
- Alternez avec des fruits entiers ou des smoothies maison avec pulpe pour garder l'effet rassasiant des fibres.
- Associez-le à des protéines ou à des fibres : un yaourt nature, quelques flocons d'avoine ou une poignée de noix au petit-déjeuner ralentissent l'absorption du sucre et limitent les pics de glycémie. Par quoi remplacer le jus d'orange le matin ? Si vous souhaitez limiter le sucre mais garder le plaisir du petit-déjeuner, optez pour :
- Des fruits entiers : pomme, poire, kiwi ou agrumes entiers pour les fibres et la vitamine C.
- Des smoothies maison : mélangez des fruits avec un peu de yaourt ou de lait végétal.
- De l'eau citronnée : une tranche de citron dans l'eau tiède ou froide pour un léger apport en vitamine C.
- Une infusion ou un thé, accompagnés d'un fruit entier.

En résumé, le jus d'orange ne fait pas grossir s'il est consommé correctement. « Il ne faut pas stigmatiser le jus d'orange : il s'intègre parfaitement dans une alimentation équilibrée si vous respectez la modération », conclut Ariane Grumbach. L'essentiel : alterner avec des fruits entiers, écouter votre corps et garder un mode de vie globalement équilibré. Votre ligne et votre santé vous diront merci !



C'est ce geste simple qui lutte contre les frisottis en hiver selon un coiffeur professionnel

La méthode est on ne peut plus simple et requiert un seul accessoire, déjà présent dans votre salle de bain.

L'hiver complique sérieusement la vie des cheveux, entre humidité, variations de température et électricité statique. Un coiffeur professionnel identifie pourtant un geste précis qui limite réellement les frisottis. Et ce geste fait toute la différence. D'ailleurs, pourquoi les cheveux réagissent-ils aussi vite au moindre changement d'air ? Cos Sakkas, élu trois années de suite Coiffeur britannique de l'année, indique que la fibre capillaire se déshydrate plus facilement en hiver, et que l'environnement extérieur accentue cette fragilité. Résultat : les cuticules se soulèvent, l'humidité s'infiltre et les frisottis apparaissent. Les conseils circulent mais les professionnels observent



au quotidien les erreurs les plus fréquentes. À partir de ces constats, certains gestes se démarquent nettement par leur efficacité. L'entretien de base occupe une place centrale. Les shampoings trop fréquents, associés à des

formules agressives, privent les cheveux de leur protection naturelle. Cela suffit à créer un terrain favorable au dessèchement et donc aux frisottis. Les experts privilégient des lavages espacés et des produits non sulfatés, capables de préserver

l'hydratation et la souplesse des longueurs. Ils insistent aussi sur la température de l'eau : tiède plutôt que chaude, pour éviter d'ouvrir excessivement les cuticules. Un lavage mal adapté, répété plusieurs fois par semaine, dérègle rapidement l'équilibre du cheveu et renforce sa sensibilité à l'humidité ambiante. Le séchage joue un rôle tout aussi déterminant. Le frottement énergique avec une serviette, réflexe courant, contribue à augmenter le relief de la fibre et donc les frisottis. Les coiffeurs recommandent un geste plus mesuré, en pressant doucement l'excédent d'eau plutôt qu'en frictionnant. Ils rappellent également que la direction du sèche-cheveux influence le résultat : l'embout orienté vers le bas permet de lisser les cuticules, tandis qu'une chaleur trop forte génère l'effet inverse. Une fois les cheveux secs, poursuivre le

séchage ne sert pas à «fixer» la coiffure ; cela ne fait qu'ajouter de la déshydratation et du volume indésirable, en particulier sur les cheveux bouclés. Parmi ces diverses recommandations, un geste ressort comme particulièrement déterminant pour réduire les frisottis en hiver, selon Cos Sakkas. Il s'agit de démêler ses cheveux secs avec un peigne à larges dents et éviter de les brosser quand ils sont secs. Ce geste limite la casse, préserve l'alignement des cuticules et réduit nettement la formation de frisottis au quotidien. Le brossage sur cheveux secs est, quant à lui, trop agressif. Alors la prochaine fois que vous aurez besoin de démêler votre chevelure, pensez à vous prémunir des bons outils et accessoires. Vous bénéficierez d'une coiffure lisse et sans frisottis cet hiver.

Cet arbre ne doit surtout pas être taillé en hiver, il risque d'être condamné

Tailler figure parmi les gestes les plus réguliers du jardinage, au point de donner l'impression que tout peut être raccourci à n'importe quelle saison. Entre les vivaces d'automne et les fruitiers hivernaux, le sécateur semble avoir réponse à tout. Pourtant, chaque plante possède son propre calendrier, et c'est justement là que les erreurs se glissent. Les arbustes qui fleurissent tôt au printemps concentrent leurs forces des mois plus tôt. Leurs bourgeons se forment en été et en automne, rendant leurs rameaux extrêmement sensibles aux tailles exécutées durant la saison froide. Une coupe hivernale prive littéralement la plante de sa floraison suivante. Mais au-

delà de ce rendez-vous manqué, l'impact peut être plus profond : une taille hors période risque de perturber la dormance, fragiliser les tissus et ouvrir la voie aux maladies. Pour ces espèces, le repère le plus fiable reste la floraison elle-même : une fois les fleurs passées, on intervient, pas avant. L'entretien ne se limite évidemment pas aux fleurs, et les raisons de tailler sont nombreuses : maîtriser l'envergure d'un sujet, éclaircir sa charpente, éliminer ce qui menace sa santé. Une règle simple demeure utile en toute saison : commencer par retirer les branches mortes, abîmées ou malades. Ce tri limite la propagation d'insectes et de champignons et ne met

jamais la plante en danger. Le reste nécessite en revanche un minimum de stratégie. Tailler un arbuste de printemps au cœur de l'hiver revient à supprimer des mois de préparation. Cela concerne les espèces les plus répandues dans les jardins telles que les azalées, les lilas ou encore les rhododendrons. Outre ces espèces, un arbre tolère moins bien encore cette intervention hivernale, c'est le magnolia. Son système végétatif entre profondément en repos à cette période, et toute entaille met en péril sa capacité à cicatriser. Les tissus exposés deviennent alors une porte ouverte aux maladies, tandis que l'énergie mobilisée au printemps pour réparer les dégâts se fait au détriment de la



croissance et de la floraison. Dans certains cas, l'arbre peut même décliner irrémédiablement. Sa floraison précoce impose le même calendrier que pour les autres plantes du

groupe : intervenir juste après l'épanouissement, avec parcimonie, et laisser ensuite l'arbre reconstituer ses bourgeons dans le calme de l'été.

Fini les regards fatigués après 50 ans

Passé le cap de la cinquantaine, le regard a tendance à perdre de son intensité : les paupières se font plus lourdes et les petits signes du temps s'installent durablement. Si beaucoup de femmes multiplient les soins anti-âge coûteux ou envisagent des interventions esthétiques, les maquilleurs, eux, ont un tout autre secret. En effet, il existe une technique de pro méconnue qui permet d'agrandir le regard

et de s'offrir un véritable coup d'éclat en seulement quelques secondes. En changeant un seul petit détail dans votre routine makeup, vous pouvez compenser l'affaissement de la paupière. Oubliez tout ce que vous pensiez savoir sur l'application de votre maquillage habituel : cette méthode infailible mise tout sur une particularité naturelle de vos cils, souvent oubliée. Avec cette technique d'expert, rien de bien sorcier. Simplement

un geste parfois négligé. Chaque jour, votre routine est la même : vous appliquez tout ce qu'il faut pour un teint de pêche, puis vous passez aux yeux. Fard à paupières, crayon... Tout y passe ! Mais c'est bel et bien au moment de s'occuper des cils qu'il faut faire attention : «Passé la cinquantaine, il ne faut pas hésiter à surcharger en mascara, cela va bien ouvrir le regard», explique Mathieu Grandjean Maquilleur et Formateur chez

Nars. Et d'ajouter : «N'oubliez surtout pas le recourbe-cils avant, ça je le dis toujours.» Mais le point clé du maquillage selon le professionnel, ce sont surtout les cils extérieurs, souvent laissés de côté à tort. «On met beaucoup de produit sur l'ensemble de la paupière mobile, en négligeant le coin externe. Je le constate très souvent. Ici, on a des cils généralement bien plus longs que la moyenne, et c'est cette application qui donne le

fameux regard de biche», confie-t-il. On vous l'avait dit : c'est incroyablement facile, il suffit juste d'y penser ! Pour la touche finale, Mathieu Grandjean conseille de terminer la ligne du regard avec du crayon foncé dans la muqueuse supérieure de l'œil. Un «indispensable» pour le professionnel. Plus besoin de tricher : avec cette astuce de pro, votre regard retrouve toute sa puissance et son éclat.

L'ancien manoir de Céline Dion, vendu 10 millions de dollars, est disponible à la location sur Airbnb

Ancien refuge québécois de Céline Dion, son célèbre manoir est aujourd'hui proposé à la location saisonnière.

Désormais accessible via Airbnb, ce lieu chargé d'histoire affiche des tarifs élevés et continue de fasciner, après avoir été au cœur d'une vive polémique avant d'être finalement conservé tel quel.

On connaissait la spectaculaire villa de Céline Dion à Jupiter Island en Floride ou encore sa maison de Las Vegas, revendue près de 30 millions d'euros, mais la diva a également possédé une somptueuse demeure située sur l'île Gagnon, près de Laval, au Québec. Une propriété dans laquelle vivait sa mère, Thérèse Dion, jusqu'à son décès en 2020.

Installé sur une île privée de près de 77 000 m², le château de Laval, d'inspiration normande, impressionnait par ses dimensions hors normes, comme le soulignait AD Magazine. La demeure s'étend sur environ 2 230 m², compte six chambres, trois salles de bains

et dispose même d'un hélicoptère. Longtemps estimée à 30 millions de dollars, la propriété a finalement été vendue pour 10 millions de dollars, après avoir peiné à trouver preneur sur le marché du luxe, jugée trop marquée par les goûts de ses anciens occupants.

Combien coûte une nuit dans le manoir de Céline Dion au Québec ?

Le bien a été racheté par le promoteur immobilier François Duplantie, qui a choisi de le transformer en logement haut de gamme destiné à la location saisonnière sur Airbnb. Rebaptisée "Villa au bord de l'eau", la demeure propose désormais neuf chambres, quatre salles de bains et un sauna, pouvant accueillir jusqu'à 19 personnes.

La réservation impose un minimum de deux nuits. Les tarifs débutent autour de 2 004 euros pour des dates classiques et peuvent grimper jusqu'à 3 500 euros pour des périodes très demandées, comme le réveillon de Noël. Sans surprise, il faut s'y prendre longtemps à l'avance,



de nombreuses dates étant déjà complètes.

Pourquoi le rachat du manoir de Céline Dion a-t-il fait scandale ? Le rachat de la propriété en 2020 a suscité une vive controverse au Québec. Selon Le Journal de Montréal, François Duplantie envisageait initialement de raser la demeure afin de construire une vaste copropriété de 660 appartements, accompagnée d'un hôtel cinq étoiles, d'un spa et de plusieurs restaurants, pour un projet estimé à 800 millions de dollars. Malgré les garanties avancées

par le promoteur, les oppositions se sont rapidement mobilisées. La présidente de Nature Québec, Louise Gratton, dénonçait un projet dangereux pour l'environnement, estimant que «chaque fois qu'on perd un milieu riverain, on crée des problèmes pour l'avenir», jugeant l'initiative «inadmissible» sur le plan écologique. Face à la contestation et à l'éventualité d'un référendum municipal, le projet a finalement été abandonné, permettant au manoir d'être préservé tel quel. Hôtel particulier à Paris, club de

golf, chalets et villas : l'impressionnant patrimoine de Céline Dion

Au fil des années, Céline Dion s'est constitué un patrimoine immobilier exceptionnel, dont elle s'est progressivement séparée. En 2008, elle aurait acquis un hôtel particulier discret dans la très privée Villa Montmorency, à Paris, un bien rare de 600 m² avec jardin, piscine et terrasse offrant une vue sur la Tour Eiffel, revendu en 2023 pour près de 15 millions d'euros.

Parallèlement, la chanteuse a cédé son club de golf québécois Le Mirage pour environ 20 millions de dollars, un chalet dans Lanaudière, ainsi que sa mythique villa de Jupiter Island, dotée d'une plage privée et d'un parc aquatique, revendue en 2017 autour de 38 millions de dollars. Plus récemment, elle s'est séparée d'une vaste demeure à Las Vegas, achetée puis rénovée sans jamais y vivre, pour près de 30 millions de dollars. Un patrimoine impressionnant.

Jeux olympiques d'hiver de 2026 Pourquoi la prestation de Mariah Carey a-t-elle divisé les internautes ?



Mariah Carey était invitée à performer lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina. Cette performance bilingue, où l'interprète d'All I want for Christmas is you a chanté en italien et en anglais, n'a pas conquis son public.

Sur les réseaux sociaux, de vives critiques n'ont pas tardé à émerger...

Un an et demi après les Jeux olympiques de Paris, c'est désormais aux villes de Milan et Cortina d'Ampezzo de rivaliser avec la cérémonie d'ouverture imaginée par Thomas Jolly, qui a fait couler beaucoup d'encre, mais a aussi été marquée par les performances de Lady Gaga, Aya Nakamura ou encore Céline Dion. Alors que le coup d'envoi de la saison des Jeux olympiques d'hiver est lancée ce vendredi 6

février 2026, l'Italie a prévu les choses en grand pour sa cérémonie d'ouverture : après moultes références à l'art, l'opéra et le cinéma italiens, des chanteuses ont pris le relais pour animer la soirée.

Les Italiennes Raffaella Carrà, interprète de l'iconique A far l'amore comincia tu, et Laura Pausini, connue pour son tube La solitudine, ont donné de la voix, concurrencées par la maîtresse en la matière : Mariah Carey. Quoi de plus logique que de faire appel à la reine des fêtes de fin d'année pour célébrer les sports d'hiver ! «Reconnue mondialement pour sa voix inimitable et une œuvre musicale capable de traverser les générations et les cultures, Mariah Carey incarne pleinement l'émotion qui accompagne la préparation des Jeux», indiquait un communiqué de Milano Cor-

tina 2026 à propos de cette invitation de prestige.

Mariah Carey, invitée de marque aux Jeux olympiques de Milan-Cortina 2026

Dans une tenue immaculée à l'aspect givré signée Roberto Cavalli, la diva américaine au plus de 220 millions d'albums vendus à travers le monde a surpris son public en chantant en italien lors de cette cérémonie d'ouverture des JO de Milan-Cortina 2026. Elle a interprété Nel blu dipinto di blu, un titre de Domenico Modugno, également connu sous le nom Volare. La chanson originale, imaginée comme un hymne à la liberté et sortie en 1958, a été classée à la troisième place au Concours de l'Eurovision de l'année et s'est classée numéro un des ventes de singles aux États-Unis pendant cinq semaines consécutives.

Ce chant révolutionnaire inspiré d'une peinture de Marc Chagall était mise en scène ce vendredi dans un décor fait de tubes de peinture géants : «Sa voix devient lumière, mouvement et couleur convergent autour d'une présence iconique, créant une image d'Armonia née de la rencontre entre l'imagination italienne et une dimension internationale», expliquait l'organisation avant la cérémonie. Mariah Carey, qui a clôturé sa résidence à Las Vegas en décembre dernier en présence de Rihanna, a poursuivi sa prestation en entonnant une de ses chansons les plus emblématiques : Nothing is impossible, pensée comme un symbole à l'esprit sportif.

Mariah Carey en playback pour la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques

d'hiver ?

Malgré ses célèbres whistle notes et sa tenue scintillante, la prestation de l'Américaine n'a pas forcément conquis le public et les téléspectateurs. Si certains ont pu se réjouir de cette rare performance de l'Américaine dans une cérémonie européenne, sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes se sont également plaints de cette performance jugée impersonnelle, de son regard vissé sur le prompteur et d'un playback évident de l'interprète de Always be my baby.

«Franchement, choisir Mariah Carey, c'était nul. Tout le monde sait qu'elle chante toujours en playback lors des événements. Ce n'est pas une artiste qu'on choisit pour une performance live, mais pour une image et un catalogue», «Lol la presta de Mariah Carey. Même pas elle met un peu d'intention dans son playback», «Catastrophique cette prestation de Mariah Carey à la cérémonie d'ouverture des JO en Italie ! Playback et figée !», ou encore «Mariah Carey en playback, quelle honte», peut-on notamment lire sur X à la suite de cette prestation. La comparaison étant inévitable, pas sûr que cette performance marque autant les esprits que celle de son homologue québécoise lors de la cérémonie d'ouverture de Paris 2024.

A la mémoire de mon défunt père **BICHA Mohamed dit « Hocine »**

Douze (12) années sont déjà passées où tu nous as quittés, un mois de février 2014, pour un monde meilleur...une date fatale pour toute la famille, grands et petits... mais nos pensées pour toi à chaque instant, effacent le temps. Allah le tout puissant, a voulu que tu rejoignes un monde meilleur et sa volonté fut accomplie.

Tu étais parti de bonne heure comme tu l'as vécu toute la vie...les souvenirs sont certes douloureux mais ils resteront toujours ancrés dans nos mémoires...rien n'effacera, ni s'effacera de ta humble image et de ta personne gravée dans

nos cœurs et dans nos esprits et rien ne pourra jamais atténuer ni notre douleur, ni cicatriser notre profonde plaie.

Cher père tu n'es plus là où tu étais, mais tu demeures partout là où nous sommes... Tu étais l'homme exemplaire au grand cœur, simple, sociable...toujours souriant plein de douceur et de générosité...Une image qui restera à tout jamais gravée dans nos mémoires.

Les affres de ton absence sont une torture au quotidien pour toute la famille, tel un mal incurable. Tu as laissé un grand vide que rien ne pourra combler.

Tes fils, tes filles et tes petits-enfants te regrettent beaucoup... Nous joignons nos prières à celles de tous ceux et celles qui t'ont connu et aimé pour que le Tout Puissant t'accorde sa sainte miséricorde et t'accueille en son vaste Paradis.

Repose en paix cher père ...tu demeureras à jamais dans nos cœurs.

انا لله وانا اليه راجعون

Ton fils BICHA Salim

